





John Carter Brown
Library
Brown University

For establishment of press in

Saint-Domingue, see

Arbouet & St. Mary, Description

I. 353-357, 506-511. This is
an issue of the first year of
the first permanent press.



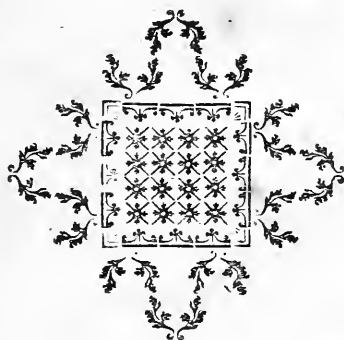


32

4

IMPOSITION
DE
QUATRE MILLIONS
SUR LA COLONIE
DE S. DOMINGUE,

En exécution du Mémoire du Roi du 15 Août 1763.



AU CAP FRANÇOIS,

Chez M A R I E , Imprimeur - Libraire breveté du Roi pour
l'Isle S. Domingue , à l'exclusion de tous autres.

M. DCC. LXIV.

209

RPJCB



PROCÈS VERBAL

*DE L'ASSEMBLÉE DES DEUX CONSEILS SUPÉRIEURS
de la Colonie, tenue au Cap en 1764.*

Du 30 Janvier, au matin.

* C *
* ***** *

E jour, M^{rs}. les Officiers des deux Conseils Supérieurs, sur l'indication de l'Assemblée faite à chacun d'eux par une Lettre commune de MM. les Général & Intendant, se sont rendus à la Chambre d'Audience, où ils se sont placés, en vertu d'un Arrêté verbal & provisoire, suivant leur rang de réception, à office égal, à droite & à gauche, à la charge de délibérer aussitôt après avoir pris séance, sur la forme de l'Assemblée.

ORDRE DE SÉANCE.

M. le Chevalier de Montreüil, Commandant-Général;
M. de Clugny de Nuis, Intendant; M. de Juchereau, Doyen du Conseil Supérieur du Cap; M. de Grandpré, Sous-Doyen dudit Conseil; M. Fournier de la Chapelle, Conseiller honoraire dans les deux Conseils; M. Duperrier, Conseiller au Conseil du Cap; MM. Greffier, de Saintard, de Chambrun,

A

Conseillers au Conseil Supérieur du Port-au-Prince ; MM. Legras , Legris , Loiseau , Pasquier , Collet , Conseillers au Conseil Supérieur du Cap ; MM. Motmans de Bellevuë , Galbaud du Fort , Conseillers au Conseil Supérieur du Port-au-Prince ; M. du Hameau , Conseiller honoraire au Conseil Supérieur du Cap ; MM. de la Forge & de Laye , Conseillers-Affesseurs au Conseil Supérieur du Cap.

P A R Q U E T.

M. Desmé du Buiffon , Procureur-Général du Roi au Conseil Supérieur du Cap ; MM. Lohier de la Charmeraye , Ruotte , Substituts du Procureur-Général au Conseil Supérieur du Cap ; M. Leger , Substitut du Procureur-Général du Roi au Conseil Supérieur du Port-au-Prince.

M. Despallieres , Greffier en chef du Conseil Supérieur du Cap , assis au-dessous du banc des Gens du Roi ; M^e. Baudu , Audiencier du Conseil Supérieur du Cap , sur une forme détachée , à côté de la barre , vis-à-vis de la porte par où Messieurs entrent , & moi Ferrier , Commis-Greffier du Conseil Supérieur du Cap , tenant la plume , assis à gauche du Greffier en chef.

Les places prises dans l'ordre ci-dessus , un de Messieurs a dit , qu'en exécution de l'Arrêté verbal fait avant d'entrer , il demandoit qu'il fût délibéré sur la forme de l'Assemblée des deux Conseils Supérieurs ; que cette forme ayant été jusqu'ici incertaine , il étoit important de la déterminer , soit pour régler les prétentions , soit pour prévenir les difficultés , soit pour fixer les incertitudes pour les Assemblées futures ; qu'il proposoit pour objets de la Délibération :

1^o. Quel sera l'ordre de la Séance entre les Officiers des deux Conseils Supérieurs à l'Assemblée ?

2^o. Quelles seront les fonctions & les rangs entre les Gens du Roi des deux Compagnies à l'Assemblée ?

3°. Si les Assesseurs des deux Compagnies peuvent assister à l'Assemblée, & y avoir voix délibérative ?

4°. Comment seront choisis les Commissaires ?

5°. Si les Conseillers des Cours du Royaume, avec qui les Conseils fraternisent, peuvent avoir voix & séance dans l'Assemblée ?

6°. De pourvoir aux frais de transport des Officiers du Conseil hors du ressort duquel se tiendra l'Assemblée.

La matiere mise en délibération, l'Assemblée a arrêté, sur le premier objet, que les deux Conseils Supérieurs assemblés, représentant tous les habitans de la Colonie, ne formoient qu'un seul Corps, & que les Officiers des deux Cours siègeroient, dans tous les cas, suivant leur ancienneté de réception, à office égal.

Sur le second objet, a été arrêté, que lorsque les deux Procureurs-Généraux se trouveroient à l'Assemblée, le plus ancien de reception porteroit la parole ; mais que les Conclusions seroient délibérées & signées en commun au Parquet ; que dans le cas où il n'y auroit que des Substituts à l'Assemblée, ils observeront entr'eux l'ordre établi pour les Procureurs-Généraux.

Sur le troisième objet, a été arrêté, que les Assesseurs des deux Cours ont le droit d'assister à l'Assemblée ; mais qu'ils n'y auront voix délibérative, que dans le cas où ils seroient Commissaires, ce qui ne pourra toutefois avoir lieu que lorsque le nombre des Conseillers-Titulaires sera au-dessous de sept.

Sur le quatrième objet, a été arrêté que les Commissaires seront pris parmi les Officiers des deux Cours.

Sur le cinquième objet, a été arrêté, que les Officiers des Cours Souveraines du Royaume, avec qui les Conseils fraternisent, ne pourront dans aucun cas être admis à l'Assemblée.

Sur le sixième objet, a été arrêté, qu'il sera payé pour tous frais, 50 liv. par jour à chacun des Officiers du Conseil hors

du ressort duquel se tiendra l'Assemblée, & qui y auront assisté, à compter du jour du départ du chef-lieu dudit ressort, jusqu'au jour du retour au même lieu, lesquelles sommes seront supportées par moitié par les deux caisses municipales de la Colonie.

La Délibération finie, M. le Chevalier de Montreüil, Commandant-Général, a fait l'ouverture de l'Assemblée par le discours suivant.

MESSIEURS,

Le Roi vous laissant le soin de régler les augmentations imposées sur cette Colonie, vous donne une preuve sensible de sa confiance dans votre justice, je suis très-persuadé, MESSIEURS, que vous remplirez les intentions de Sa Majesté avec autant d'empressement, que j'en aurai à lui rendre compte du zèle & de l'attachement que vous avez témoigné dans toutes les occasions pour son service.

M. le Commandant Général ayant cessé de parler, M. l'Intendant a dit :

MESSIEURS,

L'attention avec laquelle le Roi s'est occupé de la défense de cette Colonie pendant la dernière guerre, fournit des preuves bien touchantes de son amour paternel pour ses Sujets les plus éloignés.

Dans un tems où l'on suffisoit à peine aux dépenses de la guerre qui se faisoit en Europe, les secours les plus puissans, les Généraux les plus expérimentés nous ont été envoyés pour nous protéger & nous défendre.

La Métropole a fait en notre faveur les efforts les plus considérables, & les dépenses énormes qui devoient en être la suite, n'ont point ralenti les soins du grand Ministre qui nous gou-

verne par l'étendue de sa prévoyance , & la sagesse de ses mesures , les caisses de France ont suppléé à l'épuisement & à l'insuffisance de la nôtre.

Le retour de la paix , en rétablissant la tranquillité , en ranimant la circulation , l'agriculture & le commerce , a fait penser à S. M. qu'il étoit important de s'occuper du soin d'assurer davantage la conservation & la défense de ses possessions dans cette Isle , & qu'il étoit indispensable , pour y parvenir , d'augmenter ses impositions , & de les porter à la somme de quatre millions de livres , par année.

C'est, MESSIEURS , l'objet du Mémoire que nous vous présentons. Si d'une part la nécessité des circonstances a forcé le meilleur des Rois à exiger de ses Sujets de nouveaux secours , de l'autre sa bonté , en conservant les privilèges des colons , en confie la répartition aux deux Cours Supérieures , qui représentent le corps des habitans : il connoît , MESSIEURS , l'étendue de vos lumières , votre zèle aussi infatigable que désintéressé , votre amour pour sa personne , votre ardeur pour le bien public ; & il vous charge aujourd'hui du soin important de concilier l'intérêt de son service , avec celui de ses peuples ; d'augmenter leurs charges , il est vrai , mais de les rendre moins onéreuses par la prudence & la sagesse de la répartition.

Déjà de son côté , il a pris les mesures les plus convenables pour assurer le bonheur de ses Sujets de S. Domingue , & leur procurer les soulagemens qui ont dépendu de lui , soit par l'établissement du Bureau de Législation , soit en faisant succéder la douceur & la justice de l'administration municipale , à l'arbitraire qui avoit toujours régné dans la précédente , soit en rendant aux habitans leur liberté légitime par la suppression des milices , ce fardeau si difficile à supporter , & qui sous prétexte du service ; a été la source de tant de maux. C'est à vous , MESSIEURS , qu'il s'en rapporte sur l'objet de ses finances.

Quelles fonctions plus nobles , & plus intéressantes en même temps , que celles qui sont confiées à cette auguste Assemblée ? La manière dont elle les remplira , lui assurera de plus en plus la protection de son Souverain , l'amour , la confiance & la vénération de ses concitoyens.

Le discours de M. l'Intendant fini , lecture a été faite par le Greffier en chef du Conseil Supérieur du Cap , du Mémoire du Roi , dont la teneur suit.

MÉMOIRE du Roi aux Srs. Vicomte de Belzunce , Lieutenant-Général des armées de Sa Majesté , Gouverneur-Lieutenant-Général , & de Clugny , Intendant des Isles sous le vent.

Les divers événemens qui ont arrivé aux Colonies-Françaises de l'Amérique pendant la dernière guerre , ayant assez fait connoître combien elles sont peu en état de résister & de se défendre , Sa Majesté a pris immédiatement après la paix , la résolution , d'une part , de remédier aux vices qui se sont trouvés dans leur constitution , & de l'autre , de faire de nouveaux arrangemens pour leur procurer tous les moyens possibles d'augmenter leur culture pendant la paix , & des forces suffisantes pour pouvoir être défendue en temps de guerre.

Sa Majesté a eu principalement en vue sa Colonie de S. Domingue , la plus riche & la plus importante de ses possessions : malgré l'épuisement de ses finances , elle a fait les plus grands efforts pour sa conservation ; & ce n'est qu'avec des dépenses excessives qu'elle a pu y parvenir : les risques que cette Colonie a courus pendant la dernière guerre , ont fait sentir la nécessité d'avoir dans l'intérieur une place fortifiée , où , en cas de besoin , on puisse réunir toutes les forces , & enlever aux ennemis toutes espérances de se maintenir dans cette Colonie , même après une descente , qu'il seroit difficile d'empêcher , par rapport à l'étendue considérable de ses côtes.

Sa Majesté a d'abord destiné un certain nombre de bataillons de ses troupes de France , avec des brigades d'artillerie , & des Ingénieurs dont les talens éprouvés & reconnus, assurent que si d'un côté il y a assez de troupes destinées pour la défense de S. Domingue , de l'autre les fortifications qui y seront faites , seront bien entendues, & que la dépense n'en tombera point en pure perte.

Sa Majesté pénétrée de la nécessité d'exécuter ces arrangemens sans aucun retardement , n'a pas même consulté la situation de ses finances ; elle a commencé par faire passer à S. Domingue la plus grande partie des troupes avec des Officiers d'artillerie & du génie ; & elle a donné les ordres les plus précis , pour que la totalité des objets soit remplie dans le courant de cette année : mais ce seroit en vain que Sa Majesté auroit pris toutes ces précautions, si elle ne trouvoit dans la Colonie même une partie des ressources dont elle a besoin pour subvenir à toutes ces dépenses.

Les droits établis à S. Domingue ne seront pas suffisans pour remplir tous ces objets ; il est indispensable , pour pouvoir les exécuter avec toute la célérité qu'ils exigent , d'augmenter en proportion la quotité des droits qui se perçoivent à S. Domingue , & d'en augmenter le montant jusqu'à la concurrence de quatre millions , argent de S. Domingue : Sa Majesté n'a cependant pas voulu ordonner elle-même cette Imposition , comme il en a été usé aux Isles du vent ; Elle laisse aux Conseils Supérieurs de S. Domingue le soin de régler les augmentations qui doivent être faites pour parvenir à faire entrer ensuite dans la Caisse générale de la Colonie les quatre millions qui y sont nécessaires.

Pour cet effet , les Srs. Vicomte de Belzunce , Lieutenant-Général des armées de Sa Majesté , & de Clugny , Intendant des Isles sous le vent , convoqueront les deux Conseils Supérieurs , lesquels s'assembleront au Cap , pour régler l'augmentation par

une Délibération , qui sera exécutée à compter du premier janvier 1764.

Et pour que les intentions de Sa Majesté soient connues , Elle ordonne que le présent Mémoire soit déposé au Greffe du Conseil Supérieur du Cap , pour y être enrégistré , ainsi qu'au Conseil Supérieur du Port-au-Prince , & aux Greffes des Jurisdictions ordinaires.

FAIT à Compiègne , le 15 août 1763. *Signé*, LOUIS.
Et plus bas , LE DUC DE CHOISEUL.

Ensuite lecture a été faite de la Lettre de M. le Duc de Choiseul à Mrs. de Belzunce & de Clugny , dont la teneur suit.

A Compiègne , le 15 août 1763.

Vous êtes prévenus , Messieurs , des dispositions où est le Roi pour mettre la Colonie de S. Domingue dans le meilleur état possible de deffense. Les Officiers du Génie & de l'Artillerie qui y ont été envoyés , doivent avoir mis M. le Vicomte de Belzunce en état d'en arrêter le plan , & j'espère qu'il ne tardera pas à me l'envoyer , pour que je puisse le présenter à Sa Majesté. Ce seroit cependant en vain que les arrangemens qui ont été déjà faits , auroient été pris à l'avance , si la Colonie-même ne fournissoit point de son côté les moyens de subvenir aux dépenses qu'ils occasionneront , parce que les finances en France ne permettroient pas d'y pouvoir. Sa Majesté s'est déterminée en conséquence , après avoir examiné le tableau de la recette des différens droits déjà établis à S. Domingue , de régler qu'ils seront portés à l'avenir , à compter du 1 janvier 1764 , à quatre millions , argent de S. Domingue , comme vous le verrez par le Mémoire que je joins ici. Sa Majesté a bien voulu laisser aux Conseils Supérieurs la liberté de déterminer la nature du Droit qu'ils jugeront le moins onéreux aux Habitans , pour l'augmentation ordonnée , soit en forçant en proportion les

Droits

Droits ci-devant établis, soit en établissant quelque nouvelle Imposition, suivant qu'ils le trouveront plus convenable : pour cet effet il sera nécessaire que vous convoquiez les Officiers des deux Conseils ; mais il suffira que celui du Port-au-Prince y envoie des Députés, pour concerter & régler cet arrangement avec celui du Cap. Je vous prie de ne pas perdre de temps à me faire passer la Délibération qui sera prise sur cela, afin que je la mette sous les yeux de Sa Majesté, & que je vous envoie son approbation. Je suis persuadé que les Conseils Supérieurs donneront dans cette occasion des preuves de zèle & d'attachement pour le service de Sa Majesté ; qu'ils sentiront que Sa Majesté n'a en vue que d'assurer la tranquillité de ses sujets à S. Domingue, & qu'il ne seroit pas possible d'y parvenir, si on ne prenoit de bonne heure les moyens de mettre cette Colonie importante en bon état de deffenses ; au surplus les Habitans se trouveront par-là entièrement foulagés & des corvées extraordinaires qu'on étoit obligé d'exiger d'eux, & d'un autre côté ils feront d'autant plus en état de payer l'augmentation qui sera fixée, qu'ils sont dispensés du Service personnel des Milices, qui les déplaçoit souvent, & qui leur occasionnoit des dépenses assez considérables. J'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé*, LE DUC DE CHOISEUL.

Après, les Gens du Roi se sont levés, & M. Desmé du Buisson, Procureur-Général du Roi au Conseil Supérieur du Cap, portant la parole, ont dit :

MESSIEURS,

Le spectacle de la réunion des deux Conseils Supérieurs, en annonçant aux colons les soins toujours fâcheux mais nécessaires, dont vous allez vous occuper pour eux, doit aussi leur rappeler le privilege flatteur que leurs ancêtres ont mérité en se donnant à la France, le droit de s'imposer eux-mêmes ; droit précieux,

non-seulement par la cause qui l'a produit , mais aussi par l'utilité qui en doit résulter. Placés entre le Prince & ses Sujets, vous avez en cette occurrence deux fonctions également importantes à remplir : comme Cours Souveraines, & en vertu de la Loi fondamentale , par laquelle toute imposition doit être vérifiée avant sa perception, vous avez à enrégistrer le Mémoire du Roi qui règle la quotité des impôts ; comme Corps représentant les Habitans, vous avez, par la constitution de la Colonie, à repartir la somme demandée par le Souverain ; vous sçavez, MESSIEURS, concilier ce que vous devez au Roi & à la Colonie ; ou plutôt, comme les intérêts du Monarque & des Sujets, ne peuvent être divisés, comme ils ne font qu'un, vous satisferez à tout, en consultant le bien de l'Etat.

Il est de principe que les besoins publics sont la mesure des impôts, & quoique l'augmentation des subsides soit un malheur, il est juste de les payer quand ils sont devenus nécessaires : on ne peut se refuser aux dépenses extraordinaires qu'entraîne évidemment le nombre des troupes envoyées dans cette Colonie ; il faut donc que les droits s'accroissent dans la même proportion : mais quelques grandes que soient les charges, il y a toujours un moyen sûr de les rendre moins pesantes, soit par les objets sur lesquels on les fait porter, soit par le genre de perception qu'on établit. Cette Colonie a cet avantage singulier, que vous êtes chargés pour elle du soin de la repartition ; il y a plus, Sa Majesté en déterminant seulement la quotité de la somme à fournir, semble vous laisser la liberté de revenir sur vos opérations passées, d'examiner si les impositions précédentes, ne seroient pas susceptibles de quelques inconvéniens, s'il n'y auroit pas de moyens de les rendre plus égales, ou même d'en substituer d'autres moins onéreuses ; si la perception ne pourroit pas être encore plus facile, & moins couteuse ; enfin si par de nouvelles opérations, on ne pourroit pas parvenir à mieux assu-

rer que par le passé, l'emploi de certains fonds, dont la destination très-sage, a pu rester sans exécution.

Quel motif de satisfaction pour vous, MESSIEURS, & quel sujet de consolation & d'encouragement pour les colons de voir par la Lettre de M. le Duc de Choiseul à MM. de Belzunce & de Clugny, que Sa Majesté semble unir & lier à l'augmentation d'impôts qui vous est demandée, la suppression des milices & la confirmation de l'exemption de corvées extraordinaires ! On connoît le poids énorme du service personnel & des corvées extraordinaires ; l'expérience a démontré que ce sont les deux fléaux les plus redoutables, & que par leur nature, ils sont non-seulement des obstacles insurmontables à l'accroissement de la culture & de la population, mais encore des principes destructeurs de l'intérieur des Colonies : on ne peut donc trop reconnoître le bienfait de leur suppression ; on doit donc les racheter avec joie : tandis que le Roi rend les esclaves à la culture, & affranchit les maîtres du joug de la milice, vous vous empresserez à lui fournir les moyens de renoncer pour jamais à ces secours violens, aussi inutiles à son Service, que ruineux pour la Colonie.

Lecture faite des Conclusions dudit Procureur-Général du Roi, remises sur le Bureau, il a été nommé des Commissaires pour examiner le Mémoire du Roi, & la Lettre de M. le Duc de Choiseul, & en faire le rapport à vendredi prochain 3 février.

Du 3 Février.

La Séance a commencé par la lecture du Procès verbal du 30 janvier dernier. Les Commissaires nommés pour l'examen du Mémoire du Roi du 15 août dernier, & de la Dépêche du Ministre du même jour, en ayant fait leur rapport aux Conseils, la matière mise en Délibération, il a été arrêté. 1°. Que ledit Mémoire du Roi, ensemble la Dépêche de M. le Duc de Choiseul, comme servant de Supplément audit Mémoire, seront

enregistrés ; en conséquence qu'il sera fourni au Roi par chaque année, une somme de quatre millions, à titre d'O&troi gratuit, par ses Sujets de S. Domingue, & ce pendant l'espace de cinq années, sauf, après ledit temps, à être pourvu par l'Assemblée des deux Conseils Supérieurs, aux dépenses de la Colonie ; qu'il sera nommé des Commissaires pour procéder à la repartition desdits quatre millions, lesquels Commissaires examineront toutes les Impositions & Recettes anciennes, pour constater les changemens, tels que les réunions, augmentations & suppressions qui pourroient être nécessaires dans les anciennes Impositions & Recettes, ainsi que les objets nouveaux susceptibles d'être imposés.

Et sur les autres objets relatifs auxdits Memoire, Depêche & Enregistrement d'iceux, a continué la Deliberation à demain samedi 4 du courant.

Du 4 Février.

Par suite de Deliberation sur l'Enregistrement du Memoire du Roi, il a été passé à l'examen des autres objets y relatifs, conformément à l'Arrêté du jour d'hier, & la matiere mise en deliberation, l'Assemblée a arrêté, en second lieu, qu'au moyen de l'Enregistrement par elle prononcé dudit Memoire du Roi, les Habitans de S. Domingue seront entièrement & perpetuellement exempts du service personnel, conformément à l'Ordonnance du 24 mars dernier, & à la Depêche de M. le Duc de Choiseul, du 15 août aussi dernier.

En troisieme lieu, que lesdits Habitans seront pareillement entierement & perpetuellement exempts de toutes corvées de negres, ordinaires & extraordinaires, & de toutes fournitures de voitures & de bestiaux, lesquelles ne pourront être exigées par la suite, même en payant, à l'exception néanmoins des corvées nécessaires pour les chemins, lesquelles continueront d'être fournies, conformément à l'Ordonnance de 1711.

Sur quoi M. l'Intendant a dit, qu'il croyoit devoir observer

à l'Assemblée, que personne n'étoit plus pénétré que lui du tort énorme & irréparable que les corvées occasionnoient à la culture ; mais que cependant il étoit des cas où les besoins du Service du Roi, exigeoient nécessairement des secours de la part de ses Sujets, & qu'il étoit juste alors de le mettre en état d'en remplir les différens objets, sauf à dédommager les particuliers de qui on étoit forcé d'exiger ces mêmes secours. Que les fournitures de voitures, cabrouets, chevaux de selle & de trait, étoient absolument indispensables lors du passage & de la marche des Troupes, soit pour changer de Garnison ou de Poste, soit pour quelques mouvemens qui pourroient être ordonnés dans de certaines circonstances. Qu'il y avoit d'ailleurs des cas pressés & imprévus pour lesquels il étoit impossible de se passer de ces secours, sans faire manquer les opérations les plus importantes ; qu'actuellement même personne ne pouvoit ignorer que cette ressource étoit indispensable, tant pour les réparations continuelles qu'exigeoit l'Etablissement du Camp du Trou, que pour les approvisionnemens de toutes especes qu'il falloit y faire passer journellement, soit pour la subsistance, soit pour les autres besoins de la Troupe qui y tient garnison ; mais qu'en reconnoissant que ces fournitures étoient indispensables en certains cas, il pensoit qu'il falloit en fixer le prix, afin d'éviter toutes difficultés à l'avenir, & de procurer à l'Habitant une espece de dédommagement de la privation de ses negres, voitures & animaux, lorsqu'on seroit forcé d'y recourir, ce qu'il ne feroit jamais que dans le cas d'une nécessité absolue, & après avoir épuisé tous les autres moyens praticables. Qu'il invitoit l'Assemblée de deliberer sur ces deux objets.

Sur quoi, la matiere mise de nouveau en deliberation ; sur la premiere Partie de la Representation de M. l'Intendant, il a été unanimement reconnu & arrêté que dans les cas de marche & passage des Troupes, il sera fourni par les Habitans, & en

payant , la quantité de voitures , cabrouets , negres , chevaux & bestiaux necessaires pour les besoins des Officiers & Soldats desd. Troupes , & qu'en consequence il sera procedé pendant le cours de la presente Assemblée , au Tarif de ce qui sera payé aux Particuliers pour chacune desdites fournitures : & pour arrêter & proposer ledit Tarif , a nommé des Commissaires.

Sur la seconde Partie desdites Representations , l'Assemblée a reconnu qu'il pouvoit effectivement se rencontrer des cas forcés & imprévus , où des secours directs de la part des Habitans , pourroient être absolument nécessaires ; mais en même tems , que l'observation de M. l'Intendant n'étoit veritablement applicable , pour le moment présent , qu'aux fournitures necessaires pour soutenir l'établissement du Camp fait au Quartier du Trou : vivement frappée du spectacle effrayant de la ruine entiere de tout un Quartier , pour un objet aussi peu important , & penetrée également de la depense excessive occasionnée par ce même établissement , & qui diminue considerablement le fonds de quatre millions ci devant accordé , l'Assemblée , d'une voix unanime , a cru devoir faire à M. le Chevalier de Montreuil les representations les plus fortes sur un établissement aussi destructeur , & le solliciter , au nom des habitans , de faire cesser ce camp qui seroit perpetuellement une occasion de corvées indefinies , toujours onereuses au colon à quelque prix qu'on les porte. On lui a présenté à cet effet le tableau attendrissant des malheurs generaux enfantés par les camps du Dondon & de la grande-Riviere , & le détail des maux particuliers que celui du Trou n'avoit cessé d'occasionner depuis près de deux ans. Qu'outre la diminution considerable de culture qui en étoit resultée , il étoit notoire qu'il avoit entraîné la ruine totale de huit sucreries , sans parler des autres manufactures qui étoient à la veille d'éprouver le même sort. On a ajouté que ce camp ne presentoit que des inconveniens , sous quelque point de vue qu'on l'envisageât ;

que le pretexte de la salubrité tomboit de lui-même, puisqu'il est certain que, dans l'espace d'une année, il y étoit mort la moitié des ouvriers envoyés par le Roi; que les cinq compagnies de Quercy, qui l'occupoient actuellement, avoient éprouvé plus de maladies que les autres troupes en garnison au Cap & au Fort-Dauphin; & que l'expérience avoit démontré que la garnison du Cap, étoit celle qui avoit perdu le moins de soldats; que d'ailleurs ce camp n'avoit aucun objet militaire; que du côté de la discipline, il étoit évident qu'elle étoit plus difficile à conserver dans un bataillon divisé, que lorsqu'il est réuni; que du côté des finances, il étoit frappant qu'il causoit beaucoup de dépenses extraordinaires, notamment pour l'établissement des fours, des magasins & des hopitaux, dont on n'auroit pas besoin, si les cinq compagnies de Quercy, qui y sont en garnison, étoient placées au Cap, comme M. l'Intendant l'avoit proposé; que les Officiers désiroient eux-mêmes la cessation de ce camp; & que les habitans qui en souffroient le plus, le lui demandoient les larmes aux yeux, comme le seul moyen de rendre la vie à leur quartier.

M. le Chevalier de Montreuil s'est borné à répondre à toutes ces représentations & invitations réitérées.

MESSIEURS,

J'ai distribué les troupes de la maniere qui m'a paru le plus convenable au bien du service du Roi, & il ne m'est pas possible d'y rien changer.

Sur quoi, l'Assemblée a arrêté qu'il seroit dressé, ainsi qu'il vient d'être fait, procès-verbal de ce qui s'est passé à ce sujet; & cependant, que dans le cas d'une nécessité urgente & absolue, & après que tous les autres moyens auroient été épuisés, les Habitans fournissent les voitures, cabrouets, negres, bestiaux qui pourroient être nécessaires, en les payant néanmoins, conformément au tarif ci-dessus ordonné.

Passant ensuite à l'examen des autres objets relatifs audit Memoire du Roi du 15 août, l'Assemblée a arrêté en quatrieme lieu, qu'au moyen de l'enregistrement dudit Memoire, les habitans des villes & de la campagne, seront entierement & perpetuellement exempts du logement des gens de guerre & fournitures d'ustensiles, à l'exception néanmoins lors du passage & des marches des troupes,

Sur quoi, M. l'Intendant ayant observé à l'Assemblée qu'il n'étoit pas possible de pourvoir dans le moment au logement de tous les Officiers repartis dans les maisons des differentes villes où ils tiennent garnison, tant par rapport à la difficulté de trouver des maisons propres à les loger, que par rapport aux fournitures necessaires pour garnir leur logement; a été arrêté que les choses resteroient sur le pied où elles sont jusqu'au premier juin prochain, auquel terme les habitans seroient entierement dechargés du logement des gens de guerre.

A été arrêté en cinquieme lieu, que l'enregistrement dudit Memoire du Roi, n'auroit lieu qu'à la charge que la solde & appointement de la marechaussée seront suportés sur les quatre millions ci-dessus accordés, attendu que, d'une part, cette troupe, créée originairement pour l'utilité des habitans, étant devenue entierement militaire, a été détournée des fonctions primitives dont elle avoit été chargée, & que de l'autre, la surcharge occasionnée aux peuples par l'imposition de ladite somme de quatre millions, ne permet plus d'assigner cette dépense sur la caisse municipale de la Colonie.

Du Lundi, 6 Février 1764, au matin.

Ce jour, les Commissaires nommés par l'arrêté du samedi, 4 du present mois, ont fait lecture à l'Assemblée d'un projet de tarif de ce qui seroit payé par negres, voitures & bestiaux que seroient tenus les habitans de fournir dans les cas de passage de troupes, pour changement de garnison, ou de necessité
urgente

été épuisés. La matiere mise en denberation , a été unanimement convenu & arrêté que lefdits cas advenans , il feroit payé :

1°. Pour chaque negre , y compris la nourriture , trois livres par jour , ci 3 liv.

2°. Pour les chevaux de monture , avec selles & brides , à dix livres par jour , ci 10 liv.

3°. Pour le negre qui fera obligé de ramener le cheval , trois livres par jour , ci 3 liv.

4°. Ceux qui donneront les ordres pour fournir les chevaux de selle , auront soin d'y énoncer le lieu où ceux en faveur de qui les ordres auront été donnés , remettront lefdits chevaux.

5°. Pour les mulets & chevaux de charge , ainsi que pour les mulets & chevaux de trait , huit livres par jour , ci 8 liv.

6°. Pour quatre bœufs de cabrouet , vingt-quatre livres par jour , ci 24 liv.

7°. Pour les cabrouets , tant à bœufs qu'à mulets , six livres par jour , ci 6 liv.

8°. La journée des chevaux de selle ou mulets , ou chevaux de charge , fera de dix livres , y compris l'aller & le retour.

9°. La journée des cabrouets à mulets , fera de huit livres , y compris l'aller & le retour.

10°. La journée des cabrouets à bœufs , fera de six livres , y compris l'aller & le retour.

11°. La journée des negres sera estimée relativement à celle des chevaux & mulets de selle , de charge & de cabrouet qu'ils auront conduits.

12°. Pour regler la distance des lieux , on suivra les Tarifs faits ou à faire pour le transport des Huissiers.

13°. Tout negre , cheval , mulet ou cabrouet , sera censé avoir été employé une journée , dès qu'il aura été mis en route par ordre , quand bien même il n'auroit pas été commandé pour la distance fixée pour chaque journée.

C

14°. La charge de chaque mulet, ou cheval de charge, ne pourra excéder le poids de deux cens livres.

15°. La charge d'un cabrouet attelé de deux mulets, ou chevaux, ne pourra excéder le poids de 650 livres.

16°. La charge d'un cabrouet de trois mulets, ou chevaux, ne pourra excéder le poids d'un millier.

17°. La charge d'un cabrouet à bœufs, qui ne pourra être attelé de moins de quatre bœufs, ne pourra excéder le poids de deux milliers.

18°. Dans quelque cas, ni sous quelque pretexte que ce puisse être, les chaîses & voitures à l'usage personnel des Habitans, ne pourront être commandées,

Il est réservé à la prudence & à l'équité de M. l'Intendant, d'indemniser les Habitans des pertes de bestiaux & cabrouets, ainsi que du retard de leur retour, qui pourra être occasionné par les mauvais chemins & l'intemperie des saisons.

Et sur les autres objets, relatifs auxdits Memoire, Depêche & Enregistrement d'iceux, a continué la Deliberation à demain 7 du présent mois.

Du 7 Février.

Par suite de la Deliberation sur l'Enregistrement dudit Memoire du Roi, l'Assemblée a atrété qu'il seroit fait de très-humbles Representations à Sa Majesté.

1°. Sur la quotité de l'Impôt de quatre millions, somme accablante au sortir d'une guerre longue & ruineuse, dans le cours de laquelle les peuples de sa Colonie, n'ont cessé de faire des efforts qui épuisoient leurs forces, & ont éprouvé une perte constante de presque tout le net produit de leurs revenus; impraticable, quant à la perception dans les temps de guerre qui peuvent survenir, sous quelque dénomination & sur quelques objets qu'on établisse l'Imposition; nuisible enfin dans les tems de la paix la plus durable, au commerce de la Metropole avec

la Colonie, eu égard à l'énormité de la dette déjà contractée par la Colonie envers le Commerce, & à l'immensité de ses consommations courantes, dont les objets réunis & mis sous les yeux de Sa Majesté, sont de nature à la déterminer (dans le cas même de la plus foible Imposition) à chercher des remèdes propres à prévenir la ruine de la Colonie dont les trois quarts des fonds sont engagés, & ne peuvent jamais se libérer dans l'œconomie actuelle du Commerce.

2°. Sur la nécessité où s'est trouvé l'Assemblée, relativement à ces premières considérations, de n'ordonner la perception de ladite Imposition de quatre millions que provisoirement pour cinq années, pendant lequel terme Sa Majesté eût le loisir de se convaincre de l'indispensable nécessité où Elle se trouvera elle-même, par une suite de son amour connu pour ses peuples, & des vues supérieures d'équité qui l'ont toujours inspirée dans l'administration de la Colonie, ou d'ordonner le retranchement des dépenses les moins urgentes, pour pouvoir diminuer la quotité de l'Imposition, même avant le temps prescrit par l'Imposition provisoire, ou d'augmenter, par quelques nouvelles dispositions sur le Commerce, favorables, tant à l'extension de la culture, qu'à la multiplication des valeurs monétaires des revenus, la Recette de la Colonie, pour pouvoir mettre la dépense de l'imposition en quelque proportion avec elle, & en assurer solidement la perception.

3°. Sur la nécessité particulière qui s'offre d'abord à remplir, à la bonté & à l'équité de Sa Majesté, conformément à cette dernière partie du plan des moyens qu'elle peut employer, pour mettre les peuples de la Colonie en état de payer les impositions, à rétablir la permission générale ci-devant accordée aux étrangers pour l'importation des poissons salés & des bois & mairains devenus indispensables aujourd'hui, les premiers, à la nourriture des esclaves, & les derniers, à la conservation des manufac-

tures & pour l'exportation des taffias , sirops & melasses. Et sur cet objet, que Sa Majesté fera très-humblement suppliée de consacrer cette permission par des Lettres-Patentes, déroatoires en ce chef, à l'Edit de 1727 rendu sur le fait du commerce étranger.

Et pour dresser les Cahiers des Remontrances sur lesdits articles, & sur tous les objets qui seroient relatifs à l'enregistrement & à toutes les modifications qui ont été arrêtées, l'Assemblée a nommé des Commissaires, lesquels après la confection desdits Cahiers, les rapporteront à l'Assemblée au jour qui leur sera indiqué par M. le Président.

Pour la repartition desdits quatre millions à imposer, il a été pareillement nommé des Commissaires.

Après quoi, a été arrêté que la Deliberation seroit continuée au présent mois pour proceder à ladite repartition.

Du Samedi, 18 Février, au matin.

Ce jour, les Commissaires chargés de travailler à la repartition, ont demandé à rendre compte de leur travail, & un d'entr'eux a dit.

MESSIEURS,

» Pour remplir les vues de l'Assemblée, & la commission dont
 » nous sommes chargés, nous avons cru devoir poser d'abord
 » les principes généraux, d'après lesquels toute imposition doit
 » être repartie, & les principes particuliers qui doivent régler la
 » nature des impôts dans les Colonies du genre de celle-ci.

» Nous avons ensuite examiné séparément chacun des droits
 » précédemment établis, afin d'en bien connoître la quotité, la
 » perception & la destination, & de s'assurer par-là des change-
 » mens qu'il seroit nécessaire d'apporter dans ces anciens droits.

» Delà, nous avons passé à la recherche des objets nouveaux
 » qui pourroient être susceptibles d'imposition.

» le projet que nous avons dressé pour la repartition des quatre millions accordés au Roi. »

Principes généraux de Repartition des Impôts.

La première maxime en fait de repartition, est l'égalité ; cette égalité ne consiste pas à ce que chacun paye , mais que chacun paye suivant ses facultés ; les facultés des citoyens ne doivent point être calculées sur la totalité des biens qu'ils possèdent , mais sur le revenu qu'ils peuvent retirer , année commune , & sur ce revenu , il faut encore deduire la subsistance & les frais ; la diversité du revenu provenant de la diversité des biens que l'on fait valoir , tels que les fonds de terre , les manufactures , les effets mobiliers , le commerce , l'industrie , rend impossible l'appréciation juste des revenus nets de chaque citoyen , & s'opposera toujours à une parfaite égalité ; les biens les plus apparens , sont les biens-fonds , & les produits les plus aisés à évaluer , sont les productions de la terre : dès-lors , le cultivateur est plus en but aux impôts , & est toujours le plus foulé ; l'Europe nous fournit la preuve de cette triste vérité , & les colons jusqu'ici ont eu le sort des cultivateurs d'Europe ; il faut donc chercher à remédier à cette inégalité.

Une autre maxime en fait de repartition , est que l'impôt doit porter sur le produit des biens , & non sur les personnes : en effet qu'est-ce que l'impôt ? C'est la portion que chaque citoyen doit de son revenu net à l'Etat : c'est donc la chose , & non la personne qui doit en répondre ; ainsi tout impôt personnel est odieux & injuste.

Une troisième maxime en fait d'imposition , est que la perception soit simple , facile & peu coûteuse ; toute perception compliquée exige beaucoup de monde , de formalités & de dépense ; elle devient tyrannique & onéreuse , elle blesse la liberté du citoyen & appauvrit l'Etat ; double raison pour la proscrire , il faut donc renoncer aux droits dont la perception entraîneroit ces inconvéniens.

Une quatrième maxime en fait de repartition, est qu'elle soit la moins sensible : tout droit que le cultivateur & le consommateur ne paye pas lui-même, est moins pesant, ou plutôt le paroît ; tels sont les droits de sortie & d'entrée ; ce n'est cependant qu'une adresse, qu'un déguisement, car tout impôt porte toujours sur le cultivateur ou le consommateur : ces vérités générales nous ont paru être la base de toute repartition sage & bien ordonnée,

PRINCIPES sur la nature des Impôts, dont les Colonies des Antilles sont susceptibles, & singulierement la Colonie de S. Domingue.

L'Amerique & l'Europe ne se ressemblent point : on ne peut les comparer ; il faut encore moins, en matière d'impôts, raisonner d'une Colonie par ce qui se passe dans la Métropole : il nous a paru nécessaire d'établir ces différences, non pour vous, MESSIEURS, qui connoissez la Colonie ; mais parce que, vos opérations devant être ultérieurement approuvées par le Roi, il est essentiel de faire connoître à Sa Majesté les motifs qui vous auront déterminés.

PREMIERE DIFFERENCE.

En Europe, la culture & les manufactures ont d'abord pour objet, la subsistance & la consommation intérieures ; le commerce extérieur d'exportation, n'est que la vente du superflu des productions de la terre & des matières travaillées. Dans les Colonies du genre de celle-ci, la culture principale n'a aucun rapport à la subsistance, & presque point du tout à la consommation du dedans ; tout ce que l'on fait, est destiné par sa nature à être exporté : de-là, point de commerce intérieur, de-là, la subsistance & le revenu, c'est-à-dire, la vie & la richesse, sont précaires à S. Domingue. Si le commerce extérieur cesse en

Europe , le cultivateur & le manufacturier vendent moins ou à meilleur marché dans l'intérieur ; ici , lorsque le commerce extérieur est suspendu , tout cesse avec lui , plus de ventes , plus d'achats , plus de circulation , tout languit , tout meurt : en Europe , la guerre , que les peuples trouvent si funeste , & qui l'est en effet , est pour les Colonies , un fléau bien plus redoutable ; là , elle est le prétexte ou la cause de nouveaux impôts ; ici , elle anéantit à coup sûr le produit des cultures & des manufactures , & ne laisse pas même au colon sa subsistance & ses frais.

D'après cette première différence , il faut conclure que le revenu des Colonies , dépendant uniquement du commerce extérieur , les impôts dans les Colonies , doivent suivre la nature du commerce maritime : or , la nature de ce commerce , est d'importer & d'exporter ; les droits doivent donc être sur les entrées & les sorties : la nature du commerce , est de varier ; les droits dans les Colonies , doivent donc varier avec le commerce , augmenter & diminuer avec lui : on ne peut donc déterminer avec précision la quotité des droits dans les Colonies ; on ne peut donc les rendre fixes & perpétuels , & ils doivent être à temps court & limité , afin de pouvoir consulter les variations du commerce , qui seul peut faire établir ces droits , & en rendre la perception possible.

SECONDE DIFFERENCE.

En Europe , la culture est facile , parce qu'on peut cultiver une petite étendue de terrain , comme une grande ; parce qu'un arpent de vignes , de pré ou de terre labourable , ne coûte pas plus de frais , & rapporte autant , proportion gardée , qu'une plus grande quantité de ces mêmes choses : dans les Colonies , du genre de celle-ci , c'est le contraire , il faut nécessairement une certaine étendue de terre , une certaine quantité d'esclaves , une certaine quantité de bestiaux , une certaine quantité de bâ-

timens , de machines & d'ustensiles pour la culture du taffia , de l'indigo , du café & du coton , & la moindre de ces cultures exige un fonds considérable pour les entreprendre , & entraine chaque année une dépense plus forte pour l'exploitation , qu'une Terre considérable dans le Royaume. En France toute terre est susceptible de quelque culture , ou rapport ; ici la plus grande partie de la terre se refuse à la culture : il faut des plaines pour les sucreries , des terres neuves pour l'indigo & le café , & dans la partie la plus considérable de la Colonie , l'on ne cultive encore que par le secours de l'arrosage.

De cette seconde différence , il résulte qu'on ne peut , dans aucun cas , comparer la culture d'Europe à celle des Colonies ; que chaque habitant est , à proprement parler , un manufacturier , & dans un sens plus étendu que ceux d'Europe ; que la terre , les negres , les bestiaux , les ustensiles & les bâtimens , sont les matieres premières , les ouvriers & les choses de nécessité pour les manufactures ; qu'ils ne peuvent dès-lors être imposés , & que la Colonie ne doit en général payer à l'Etat , que par des droits sur le produit de ses manufactures.

TROISIEME DIFFERENCE.

En fait d'impôts dans le Royaume , on ne considère point les dettes des particuliers , parce que les citoyens doivent à d'autres citoyens , parce que le capital & les intérêts appartiennent au Royaume , parce que ces dettes sont interieures , & n'appauvrissent point l'Etat ; dans cette Colonie , il faut raisonner différemment.

Nous avons dit que la culture exigeoit ici un fonds considérable. La plupart des colons n'ont pu l'entreprendre , que par le secours des avances ; la plupart des colons ne peuvent la soutenir que par les mêmes moyens : les negres , ce mobilier si nombreux , si cher & si casuel , sont indispensables pour cultiver ; il a fallu s'en

s'en procurer pour défricher, il faut s'en procurer sans cesse pour réparer les pertes & augmenter les plantations; de-là, cette dette primitive & sans cesse renaissante envers le commerce, dette forcée, dette énorme & dont les intérêts se sont accumulés à un point effrayant par l'interruption du commerce & de l'exportation, occasionnée par les deux dernières guerres maritimes; dette supportée par le plus grand nombre des colons & des colons mal-aisés, & qui finira par absorber la plus grande partie des capitaux de la Colonie, si de nouvelles guerres viennent encore la grossir.

Il résulte de ce tableau fidele, que les colons en général sont plutôt les fermiers du commerce, que les propriétaires des habitations; que sur les revenus il ne reste rien au plus grand nombre des habitans, les frais d'exploitation, la subsistance & les intérêts des dettes prélevés; qu'on ne peut dès-lors les imposer sans raccourcir leur subsistance, sans diminuer leur culture, ou sans suspendre le remboursement des sommes dues au commerce.

Quelles seroient donc les suites de l'imposition actuelle, si on la faisoit porter directement sur le colon? Ce dernier, lassé d'une subsistance difficile, & d'un travail infructueux, abandonneroit sa terre, comme nous en avons déjà de tristes exemples parmi les habitans à café; de son côté le commerçant recevant difficilement, suspendroit ses crédits, & la culture s'anéantiroit de toutes parts. Il faut donc établir comme une démonstration, que cette Colonie est hors d'état de supporter le poids des impôts demandés, & que dans la nécessité où nous sommes cependant de les asséoir, il est impossible d'en faire tomber directement une partie sur le cultivateur.

EXAMEN des anciens Droits.

Jusqu'ici il a été établi & perçu dans la Colonie, au profit du Roi cinq especes différentes de droits; sçavoir, les droits de

fortie sur les denrées exportées, la capitation sur les esclaves, le droit sur les loyers des maisons des villes, le produit de certaines fermes, & les droits dits Seigneuriaux : les quatre premières espèces ont été établies & données par la Colonie à titre d'octroi; la cinquième a pris naissance avec les Tribunaux, en faveur du Souverain, comme Haut Justicier; mais leur produit a été par lui donné à la Colonie. Nous allons parler séparément de chaque espèce de Droits.

DROITS de Sortie sur les Denrées.

Les Droits sur les Denrées ont cet avantage, qu'ils établissent une parfaite égalité entre les contribuables; ils suivent l'augmentation ou la diminution du revenu de chaque Citoyen; celui qui fait plus, paie plus; celui qui fait moins, paie moins, celui qui ne fait rien, ne paie rien. Les droits de sortie se sont étendus successivement sur plusieurs objets; sçavoir, en suivant l'ordre chronologique, sur l'Indigo, sur le Sucre brut & blanc, sur le Coton, le Café, le Cacao & sur les Cuirs.

I N D I G O.

L'Indigo fut la première denrée taxée; elle commença à être imposée en 1696, à 2 f. par livre; en 1713, où l'octroi commença, & prit la forme qu'il a toujours eue depuis, c'est-à-dire, où les habitants, représentés par les Conseils, s'imposèrent eux-mêmes, le droit sur l'Indigo fut conservé; en 1751, lors de la nouvelle Imposition, il fut établi en sus des anciens droits, 1 f. par liv. d'Indigo pour cinq ans: cette nouvelle Imposition ayant été prorogée deux fois de suite, il a été payé depuis ce tems 3 f. par liv. de cette denrée exportée. Par le relevé que nous avons fait des droits de sortie de 1753, qui est la plus forte année en Indigo, nous trouvons qu'il en a été déclaré une quantité de 1690545 liv. pesant, ce qui, à 3 f. par liv. a produit cette année dans la caisse d'octroi, 253581 l. 15 f.

Nous avons reconnu que la quantité de 1690545 liv. d'Indigo

déclarée en 1753, étoit fort au-dessous de celle qui se fabrique annuellement dans la Colonie, & que cela provenoit de deux causes; l'une des chargemens faits sous voile, dont les déclarations ne se faisoient qu'en France; l'autre, le deffaut d'une mesure fixe pour les futailles dans lesquelles on embarque l'Indigo: nous proposerons dans notre plan de repartition, les moyens de remédier à ces deux abus; nous renvoyons au même article la fixation de la quotité annuelle d'Indigo.

Le droit sur l'Indigo, est un droit de sortie; il est donc analogue à la nature des Colonies: ce droit est payé par l'acheteur, ou le fréteur; il est donc moins sensible pour le cultivateur: ce droit se paye dans les ports par les Capitaines, ou Négocians; la perception est donc la plus simple & la plus facile: ces raisons doivent porter à le conserver; mais les impôts étant doublés, il est indispensable de l'augmenter. Nous renvoyons au plan de repartition, l'évaluation de l'augmentation du droit que l'Indigo peut supporter.

S U C R E B R U T.

L'Assemblée des deux Conseils imposa en 1715 un droit de 1 liv. 10 s. par barrique de Bordeaux de Sucre brut, &, par une conséquence établie alors, de 3 liv. par barrique du pays, appelée *barrique créole*. Par le Memoire du Roi, du 2 août 1718, ce droit fut augmenté d'un quart en sus. En 1751, lors de la nouvelle Imposition, les Conseils tiercerent le droit sur le Sucre brut. Depuis ce tems on a payé pour cette denrée 6 liv. par barrique créole.

Par le relevé que nous avons fait des droits de sortie en 1753, qui est également l'année la plus forte en Sucre brut, nous avons trouvé que l'exportation du Sucre brut en 1753, a monté à 67657 barriques créoles, qui, à 6 liv. par barrique, a produit à l'octroi 405936 l. 14 s. 9 d.

Les barriques créoles de Sucre brut, sont réputées de mille

pesant net ; cependant il est certain qu'elles contiennent en général plus de denrées , ce qui fait que la quantité apparente est inférieure à la quantité réelle : il y a des moyens de prévenir cet abus : d'un autre côté il est certain que le retour de la paix & l'introduction des noirs augmenteront encore la quantité de Sucre pendant les cinq années que doit durer l'Imposition ; il suffit pour s'en convaincre , de comparer les sorties pendant la durée de la paix dernière , avec les sorties pendant la durée de la première guerre : la fixation de la quotité annuelle de Sucre brut , appartenant au plan de repartition , nous nous abstenons de la déterminer ici.

La nature du droit sur le Sucre brut , & son genre de perception , a les mêmes avantages que celui sur l'Indigo ; ainsi les motifs sont les mêmes pour le conserver & l'augmenter : cette augmentation sera fixée & raisonnée dans le plan de repartition.

S U C R E B L A N C .

Le Sucre blanc , ou terré , fut imposé en même tems que le Sucre brut : on établit 3 liv. par barrique pesant 600 net. En 1718 le Roi porta ce droit à 4 liv. l'usage ayant prévalu , peu de tems après , d'enfutailler cette denrée dans de plus grandes barriques , on perçut ce droit sur le pied de 6 liv. par barrique ; il fut tiercé en 1751. Par le relevé de 1753 , qui est l'année la plus forte , le Sucre blanc exporté , monte à 29012 barriques , qui , à 9 liv. par barrique , ont produit à l'octroi 261114 l. 15 s. 10 d.

Les observations que nous avons faites sur le Sucre brut , étant en tout applicables au Sucre blanc , nous nous dispenserons de les repeter ; & nous renvoyons également au plan de repartition , pour regler la quotité annuelle de cette denrée , & l'augmentation du droit dont elle est susceptible.

C A F F É .

La culture du café a été tardive dans cette Colonie ; les

plantations de ce genre ne commencerent à former un objet qu'en 1737 : l'Assemblée des deux Conseils imposa cette denrée le 14 Mai 1738 , à 3 den. la livre : cette culture exigeant des terres neuves, & un climat pluvieux, a été la source de l'établissement & de la population des montagnes , principalement dans le ressort du Conseil du Cap ; cette denrée y a toujours été plus abondante, que dans les parties de l'ouest & du sud : en 1751 , les Conseils assemblés doublerent l'imposition sur le café ; depuis ce tems, elle est demeurée à 6 den. par livre : en 1755 , qui est la plus forte année de cette denrée, il est sorti de la Colonie 6941258 livres de café, ce qui a produit à l'Octroi une somme de 173531 liv. 9 sols.

Il est besoin pour le café, comme pour l'indigo & le sucre, d'une mesure fixe de futailles, pour rapprocher la quantité qui s'en déclare, de celle qui s'en fabrique.

Le droit sur le café & sa perception, ont les mêmes avantages que ceux sur l'indigo & le sucre ; mais le bas prix où est tombé le café, les maux que la dernière guerre a causés à cette culture, & le besoin où elle est d'être encouragée, ne permettent pas de faire supporter à cette denrée une augmentation de droits proportionnelle à celle du sucre & de l'indigo, ni de compter sur une grande augmentation de la quotité annuelle de cette denrée : ces deux objets seront fixés dans le plan de repartition.

C O T O N.

La supériorité du coton de S. Domingue sur celui du Levant, rend plus précieuse à la France, la culture du coton dans cette Colonie : malheureusement le climat pluvieux de la partie du nord, n'y permet pas cette culture ; & dans la partie de l'ouest & du sud, on ne s'y livre qu'à défaut de pouvoir cultiver l'indigo : ainsi elle ne fera jamais bien considérable dans la Colonie ; elle n'en mérite pas moins de fixer l'attention : le coton fut

imposé en même temps que le café ; en 1738 , il fut établi un droit de 2 l. 10 s. par quintal ; ce droit fut doublé en 1751. L'année 1753 , où il a été exporté le plus de coton , nous fournit une quantité de 1393646 livres , qui à 5 liv. par quintal , ont produit dans la caisse des Octrois 69682 livres 6 sols.

Le coton se livre & se charge en balles ou ballotins ; il est aussi essentiel de déterminer ces balles & ballotins , que les futaillies pour l'indigo , le sucre & le café : nous renvoyons cet objet , ainsi que l'évaluation de la quotité annuelle de coton , au plan de repartition : le droit sur le coton & sa perception , présentent les mêmes avantages que ceux sur l'Indigo , le sucre & la café ; l'augmentation de droit , dont le coton est susceptible , aura sa place dans le plan de repartition.

C A C A O.

Le cacao fut imposé avec le café & le coton en 1738 , à un sol par livre exportée. Le Roi , en approuvant la Délibération des deux Conseils , exempta , pendant 10 ans , le cacao du droit de sortie. En 1751 , l'assemblée des Conseils ne crut pas devoir faire supporter aucune augmentation de droits à cette denrée ; elle fut la seule exceptée : malgré ces encouragemens , nous n'avons pu découvrir que la culture du cacao ait été reprise ; la nature du sol & du climat s'y refusent , elle demande des terres fraîches & couvertes ; les rats ravagent le fruit avant sa maturité , & les autres cultures offrent plus de bénéfice : le cacao qui sort de la Colonie , ne provient point de son crû , il est introduit par l'Espagnol de la grande terre , ou vient de Cayenne ; c'est d'ailleurs un objet trop modique , pour en faire la matière d'un droit : dans les années 1740 , 41 , 43 , 45 , 46 & 47 , il n'en a point été exporté , & il est plusieurs années où l'exportation n'a pas monté à un millier pesant : toutes ces considérations réunies , nous font penser qu'il conviendrait d'éteindre l'ancien droit d'un sol pour livre sur le cacao , & de ne pas comprendre cette denrée dans la présente Imposition.

[31]
C U I R S.

Les cuirs sont un des premiers objets imposés. En 1715, on mit vingt sols sur la banette de cuirs, au lieu de dix sols qu'elle payoit précédemment : en 1751, on ajouta un droit de 10 f. sur la banette de cuirs en poil, & 2 f. 6 d. sur chaque côté de cuirs tannés : en 1754, il est sorti 2561 côtés de cuirs tannés, qui ont produit à l'Octroi 11845 liv. 17 f. 6 d. ; & 13334 banettes de cuirs en poil, qui ont produit à l'Octroi 20002 l. 5 f. Les cuirs étant le produit des tanneries & boucheries, doivent payer, par le principe d'égalité en fait d'impôt ; cependant il est bon d'observer que la plus grande partie des cuirs est fournie par l'Espagnol de l'intérieur de l'Isle. Le genre simple de perception de ce droit, est un autre motif pour l'adopter.

La quotité annuelle d'exportation des différens cuirs, & l'objet qu'ils peuvent former dans la présente Imposition, appartiennent à la repartition.

DROITS de Capitation sur les Esclaves.

Le Roi ayant demandé un octroi à la Colonie en 1713, le peu de denrées qu'elle produisoit alors, força les Conseils assemblés à établir une capitation sur les esclaves travaillans ; elle fut réglée à 6 liv. par tête : cette imposition étoit si excessive, que le Roi, en 1718, fut forcé de la moderer lui-même à moitié. La difficulté de bien constater les esclaves travaillans, porta Sa Majesté, en 1744, à réduire le droit de 3 liv. par negre travaillant à 2 liv. ; mais en même temps, à l'étendre sur tous les esclaves, de quelque age qu'ils fussent, & dans quelque état qu'ils se trouvassent. De nouveaux fonds exigés par le Souverain en 1751, firent doubler la capitation des noirs ; & sur sa demande précise, les negres des Colons absens supportèrent une triple capitation. Par la vérification des recensemens de 1762, il y avoit dans la Colonie 180000 esclaves.

De tous les droits établis à S. Domingue , le plus contraire à la nature des Colonies , le plus accablant & le plus destructif , est la capitation sur les esclaves ; une fatale experience a démontré cette triste vérité. Cette capitation réunit en elle seule tous les maux des impositions vicieuses , sans en présenter le plus léger avantage ; elle est injuste , elle est inégale ; sa perception est compliquée , dure & odieuse : les détails sur cette matiere instruiront la France , attendriront sur le sort des Colons , & justifieront notre plan de repartition. Il est reconnu que les enfans , les vieillards & les infirmes , composent le tiers des esclaves ; loin d'être d'aucune utilité aux Maîtres , ils sont pour eux une charge pesante , que l'humanité seule pour les vieillards & les infirmes , & un intérêt aussi éloigné qu'incertain pour les enfans , peuvent aider à supporter. Est-il possible de concevoir qu'on puisse imposer un droit sur un objet qui coûte au lieu de rendre ? L'humanité n'est-elle pas également révoltée que l'équité , de voir des Maîtres généreux payer un tribut au fisc , pour les soins gratuits qu'ils prennent de prolonger les jours , & de soulager les maux d'hommes , dont l'enfance , la vieillesse , ou les infirmités , les livreroient bientôt , sans ces secours , aux douleurs & à la mort ? Telle est cependant la capitation sur les noirs , depuis qu'on l'a étendue sur tous les esclaves indistinctement.

Une autre injustice non moins sensible de cette capitation , est qu'elle s'étend au-delà du tombeau ; le droit subsiste même , lorsque la chose sur laquelle il est établi cesse d'exister : des negres meurent après le recensement fourni ; le Colon alors éprouve non-seulement une diminution dans ses revenus , mais la perte d'une partie de son capital : il n'est point assez malheureux , il faut encore que la nécessité de payer un droit pour des esclaves qu'il a perdus , lui en rappelle & augmente l'amertume.

Une troisième injustice résultante de la capitation des noirs , est qu'ils ne sont point un signe certain de revenu : nous ne parlons

parlons plus de la mort qui en enleve sans cesse dans le cours de chaque année ; nous ne parlons plus de ceux dont l'âge tendre ou avancé , les rend inutiles à la culture ; nous ne parlons plus de ceux dont la maladie ou les infirmités , suspendent le travail , ainsi que de ceux qui passent une partie de leur vie fugitifs dans les bois : nous disons que les esclaves capables de cultiver , & employés à la terre , ne sont pas même un signe certain de revenu. Comme la terre ne produit point sans les bras des negres , le travail de ces derniers , devient infructueux , si la terre & les saisons ne repondent point à leur travail : les inconvéniens qui surviennent aux cultures & aux plantations , peuvent annuler le revenu , comme les accidens qui frappent sur les esclaves : des sécheresses , des inondations , des incendies , des insectes devorans , sont des causes multipliées , & malheureusement trop fréquentes , qui suspendent , diminuent ou anéantissent les récoltes. De quel produit sont alors les esclaves ? Dans la culture du café , il faut attendre pendant trois ans le fruit de ses soins & du tems de ses negres : l'établissement des sucreries demande deux années de peines & de travaux steriles : le passage d'une culture à une autre que la terre exige , ou que la guerre rend indispensable , éloigne encore le produit du fonds & du mobilier : la capitation sur les noirs qui méconnoît ces differences , est donc encore injuste sous ce point de vue.

Une quatrième injustice que renferme la capitation des noirs , est qu'elle confond le temps de la paix & le temps de la guerre. Supposons pour un moment que dans la guerre , tout concoure en faveur des cultures , que les esclaves soient immortels & les saisons toujours favorables , les Colons seront-ils plus en état de satisfaire à cette capitation ? Non , MESSIEURS. Pauvres au milieu de l'abondance de leurs denrées , sans débouchés , dès-lors sans argent , incertains de trouver les objets de première nécessité pour la vie , le vêtement , ou l'entretien de leurs ma-

nufactures ; trop heureux quelquefois de livrer à un vil prix de précieuses récoltes , pour subvenir uniquement à leur subsistance & à l'exploitation de leurs biens. Telle est l'image la plus flattée du sort des Colons pendant la guerre : comment payer alors pour des esclaves dont le travail ne produit rien , ou ne produit aucun revenu net au-delà de la vie & des frais ? Nous ne rappellerons point ici ces temps de guerre si douloureux, où le Colon infortuné voyoit ses negres enlevés à la culture, & employés loin de ses yeux à des Fortifications & à des Camps démontrés inutiles ; où , quoique privé de leur travail , & forcé de les nourrir au loin , il payoit encore des droits pour ces mêmes esclaves , dont on lui enlevoit la jouissance ; pour ces esclaves , qui en mourant hors de ses mains , bien-loin de lui en procurer le remboursement , ou de diminuer le poids de ses corvées , lui imposoit encore la cruelle obligation de les remplacer. Cette partie appartient à Mrs. les Commissaires chargés des Remontrances.

A l'injustice de la Capitation sur les Noirs , se joint l'inégalité. Nous avons dit & prouvé que les negres n'étoient pas un signe certain de revenu ; il est notoire qu'ils sont encore moins un signe uniforme du produit des habitations auxquelles ils sont attachés. Outre la différence de valeur entre des esclaves dans la force de l'âge & des vieillards, des infirmes & des enfans, il en est une prodigieuse entre des esclaves de même valeur appliqués à des terres de différentes qualités , & même à des cultures différentes. Dans de certaines terres , une petite quantité de negres donne beaucoup plus de productions qu'une plus grande quantité de bras dans d'autres terres : cette augmentation de produit , jointe à la diminution des frais , met une double différence entre les cultivateurs des bonnes terres , qui forment la plus petite classe , & les cultivateurs des terres médiocres , qui sont les plus nombreux : il est donc constant que par la capitation des noirs l'habitant le plus riche paie moins , proportion

gardée , que l'habitant mal-aisé : cette vérité est si constante , que les Commissaires du Roi à la Martinique , ont été forcés de l'adopter eux-mêmes.

L'inégalité d'imposition provenant de la capitation des noirs , est encore plus frappante entre les manufacturiers du sucre , de l'indigo , du café , du coton , & les manufacturiers de briqueries , de poteries , de chaux , de guildives , les léguminiers , & sur-tout les habitans des villes & des bourgs : les premiers fournissent à l'État des droits considérables par leurs denrées ; les derniers ne contribuent en rien aux droits de sortie : les premiers possèdent la plus grande partie des esclaves ; les derniers n'en ont que la plus foible portion : ainsi le cultivateur du sucre , de l'indigo , du café , du coton , supporte le poids de deux impositions , tandis que le tuilier , le potier , le guildivier , le chaux-fournier , le légumier , le negociant , le marchand & l'artisan , ne sont assujettis qu'à un droit unique ; encore dans la capitation des noirs , les sept huitièmes de l'imposition tombent-ils sur les cultivateurs.

Une troisième inégalité dans la capitation des noirs , est le tiercement de cette capitation sur les negres des habitans absens. Cet impôt , dira-t-on , a eu pour objet de prévenir la dépopulation ; d'ailleurs on n'est réputé absent qu'au bout de deux ans. L'on s'est étrangement trompé , lorsqu'on a compté les loix pénales parmi les moyens de population des Colonies : le premier de tous , est la douceur du Gouvernement ; l'intérêt peu bien appeller de nouveaux Colons , mais la certitude de jouir paisiblement des fruits de son industrie , peut seul les y retenir. Cesse-t-on d'être Français ; cesse-t-on d'être Colon , pour retourner dans le sein de sa véritable patrie ? Un citoyen laborieux & utile , qui sous un climat brûlant , a consumé son temps & sa santé à se créer une fortune , en étendant la culture , ou le commerce , n'a-t-il pas bien acquis le droit de finir sa vie dans le séjour agréable & l'air temperé de la Métropole ? Cette cir-

cultation d'hommes entre la France & S. Domingue , n'est-elle pas même désirable pour conserver les mœurs Françaises ? Cette distinction de présens & d'absens , est donc odieuse & peu politique : d'ailleurs le véritable motif qui l'a fait établir , n'existe plus ; c'étoit suivant le Mémoire du Roi , de 1750 , parce que les absens ne contribuant pas à la défense de la Colonie , devoient être plus imposés , &c. Les milices sont supprimées , l'effet doit cesser avec la cause.

La perception de la capitation des noirs , est compliquée , difficile pour le Roi , & dure pour les Colons : il a fallu que chaque propriétaire d'esclaves , en donnât chaque année une déclaration ; il a fallu , pour prévenir les fausses déclarations , les faire vérifier par des personnes préposées : cette précaution ne suffisant pas , il a fallu prononcer la confiscation des negres non-déclarés : loi absurde , en ce que le negre cultivateur est un capital , & qu'en exerçant la confiscation , on diminue la culture , & on anéantit même l'objet sur lequel le droit est établi. Les recensemens fournis , il faut que le Receveur expédie autant de quittances de droits , qu'il y a de propriétaires d'esclaves ; & pour s'assurer de la quotité des quittances , il faut encore qu'elles soient visées par un Ecrivain du Roi : que d'écritures , que de papiers ! Si l'Habitant des montagnes veut satisfaire à ce droit , il faut qu'il abandonne ses esclaves à eux-mêmes , qu'il entreprenne un voyage aussi coûteux que le droit : si par négligence , ou par impuissance , le cultivateur est en retard de payer , alors la saisie des negres de culture & la garnison , sont mis en usage : moyens violens , dont les frais forment un nouvel impôt pour celui contre qui ils sont employés. Cette perception est si difficile , qu'il est encore dû beaucoup au Roi pour des années reculées. Dans le tems de la guerre , la raison & l'humanité interdisent les voies rigoureuses de contraintes : enfin il se reconte toujours des non-valeurs , lorsque les propriétaires des Villes & des Bourgs ,

s'absentent ou meurent , & que leurs negres passent en d'autres mains. Il est un autre inconvenient qui résulte de la capitation sur les noirs : la comptabilité des Colonies , est modelée sur celle des Ports de France ; & par une suite de cette ressemblance forcée , les Receveurs des O&trois comptent par recette & dépense , ainsi que les Trésoriers des Colonies. Il faut donc que chaque année , la recette de la capitation des noirs paroisse effective , quoiqu'elle ne le soit pas , & qu'il y ait beaucoup de reprises : ainsi , outre la complication des moyens qu'il faut mettre en usage pour présenter , comme effective , une recette qui ne l'est pas , il est certain que par ces comptes , il est impossible de connaître le véritable état des caisses de la Colonie.

Après avoir détaillé les inconveniens de cette perception , il faut observer qu'elle est moins difficile dans les villes que dans les campagnes. Le paiement du droit n'exige point de déplacement ; ceux qui les habitent ont toujours les moyens d'y satisfaire ; les voies de rigueur y sont moins nécessaires , & les frais en sont moins considérables.

Nous devons observer encore sur la capitation des negres en general , que chaque tête d'esclave , est déjà assujettie à deux impositions municipales (les Droits Curiaux & les Droits Suppliciés) la première a pour objet la religion , l'instruction de chaque esclave ; la seconde , la sûreté publique , en procurant à chaque maître le remboursement de l'esclave criminel qu'il a dénoncé à justice : l'une & l'autre sont également justes , & il n'est pas possible d'appliquer à leur égard ce qui a été dit ci-dessus.

De tout ce que nous avons dit sur la capitation des noirs , il faut conclure qu'il seroit à désirer que l'on pût la proscrire entièrement du plan de répartition ; que dans tous les cas il est impossible de la conserver sur les negres cultivateurs ou fabricateurs des denrées qui s'exportent : que d'après le principe de l'é-

galité & la nécessité de faire concourir aux charges de la Colonie , les potiers , tuiliers , briquiers , chaux-fourniers , les légumiers , & les habitans des villes & bourgs , on peut conserver la capitation sur les esclaves qui leur appartiennent , cette capitation étant encore le droit le moins odieux & onéreux qu'on puisse leur faire payer , en observant la proportion qui doit être établie entr'eux. Nous renvoyons au plan de repartition la fixation de la quantité d'esclaves possédés par ces différentes classes de citoyens , la quotité du droit à imposer , & la somme qu'il peut produire.

DROITS sur les Maisons.

Ce ne fut qu'en 1751 , lors d'une nouvelle imposition , qu'il fut stipulé par l'article VIII de la Délibération des deux Conseils , que les propriétaires des maisons de Léogane , du Petit-Goave , des Cayes , du Fond , de S. Marc , du Cap , du Fort-Dauphin & du Port-de-Paix , payeroient deux pour cent de la valeur des baux à ferme desdites maisons. Pour ne point s'opposer à l'augmentation des villes , on exempta de ce droit les maisons commencées , ou qui se bâtiroient pendant la durée de l'imposition , c'est-à-dire , pendant cinq années. Ce droit a été prorogé deux fois. Par le Rolle de 1760 , le revenu général des maisons montoit à 2136283 liv. & les deux pour cent imposés , à 42725 liv. La perception de ce droit est assez facile ; elle exige tous les cinq ans un recensement des maisons de chaque ville , pour établir le prix des loyers de chaque maison , soit affermée , soit occupée par les propriétaires : ce sont les Commissaires des Conseils dans les deux Ressorts , qui font ces recensemens.

Il est juste que les possesseurs des maisons contribuent aux besoins publics ; il faut donc conserver ce droit. Les impôts étant augmentés , & le retour de la paix ayant , sur-tout dans cette ville , haussé le prix des loyers , il est encore juste d'augmenter ce droit. Nous traiterons dans le plan de repartition la quotité

actuelle du revenu des maisons, le droit qu'il peut supporter, & le produit qu'il peut donner.

DROITS de Fermes.

Les fermes sont au nombre de quatre : sçavoir ; la ferme des cabarets, la ferme des boucheries, la ferme des caffés & la ferme des passages.

FERME des Cabarets.

Il fut établi en 1713, par l'Assemblée des deux Conseils, un droit de 150 liv. par chaque cabaret : en 1715, ce droit fut porté à 300 liv. ; depuis, ce droit a été changé en ferme. Année commune, cette ferme a produit 27927 liv. 18 s. 4 d. La ferme de l'adjudication, consiste dans une Carte-bannie, dressée par l'Intendant, affichée & criée à la diligence des Procureurs du Roi, & adjugée à la barre des Sièges Royaux, au plus offrant & dernier encherisseur. La nature des fermes, est de varier ; la nature de celle-ci, est d'augmenter par l'accroissement des Villes & des Bourgs.

La perception du produit de cette ferme, ne s'étend que vis-à-vis d'un petit nombre de personnes, & dès-lors n'est pas compliquée : les seuls embarras qu'elle occasionne, sont les discussions qui s'élèvent entre les fermiers principaux & les cabaretiers & aubergistes, & les contraintes qu'il faut exercer, soit contre les uns & les autres, soit contre les cautions & certificateurs.

Le seul inconvénient de cette ferme, est de renchérir un peu certains objets de consommation ; mais cet inconvénient est trop léger pour s'en occuper ; d'ailleurs la fréquentation des cabarets est rarement nécessitée & presque toujours volontaire.

Si la Colonie n'avoit pas autant d'impôts à supporter, on pourroit peut-être s'occuper de la suppression de cette ferme ; mais dans la dure nécessité où l'on est de fournir quatre millions, elle doit former un objet dans la nouvelle imposition. On trou-

vera dans le plan de repartition , l'évaluation annuelle de cette ferme.

FERME des Boucheries.

En 1713 il fut établi un droit sur les Boucheries ; en 1715 ce droit fut donné au Roi pour 10000 liv. deux causes ont successivement porté le produit de cette ferme à un point considérable , l'augmentation de la consommation , & l'augmentation du prix de la viande débitée. En 1750 , le produit de cette ferme a monté dans la seule partie du Cap , à 122500 liv. La livre de bœuf valoit alors 7 f. 6 d. Dans les différens quartiers de la Colonie , il y a toujours eu une grande variation , soit dans le prix des fermes , soit dans le prix de la viande : ces variations dépendent de la facilité ou de la difficulté de les approvisionner , & de la consommation plus ou moins grande. La livre de bœuf doit se vendre actuellement 9 f. 6 den. au Cap , & 12 f. au Port-au-Prince. Depuis un grand nombre d'années on a beaucoup écrit & crié contre les fermes des boucheries. Il paroît contre tous les principes qu'un objet de premiere nécessité pour la subsistance , soit imposé ; il paroît encore plus étonnant qu'on ait formé un privilege exclusif d'un aliment indispensable à la vie. Ces deux vices inhérens aux fermes des boucheries , ont enfanté les fraudes , les vexations & l'impunité des fermiers : de-là la mauvaise qualité de la viande ; de-là le faux poids ; de-là le défaut de police. Les plaintes amères du public , & les soins des Tribunaux , ont été jusqu'ici infructueux sur cette partie.

En cherchant les causes des abus qui subsistent dans les boucheries , nous en avons reconnu quatre principales : la premiere & la plus féconde , est l'arbitraire qui regne dans cette ferme. Sous le prétexte que les droits sur les boucheries , font partie des fonds accordés au Roi , les Administrateurs des finances (de leur seule autorité , & sans formes légales) ont souvent augmenté

menté le prix de la viande , pour hauffer le prix de la ferme , & ont inféré dans les cartes-bannies , des clauses onéreuses aux citoyens , pour favoriser les fermiers.

La seconde source de ces abus , est la différence du prix de la viande distribuée aux colons , & de la viande fournie aux troupes. Pour faire consentir les fermiers à donner à bas prix la viande au Soldat & à l'Officier, il a bien fallu surhauffer en proportion le prix de la viande consommée par les habitans , & dans ce calcul les fermiers ont toujours eu l'avantage : par-là, le Roi a retiré un double bénéfice des boucheries, le produit de cette ferme & une diminution de dépense dans la subsistance de ses troupes : si l'on calculoit cette diminution , & qu'on la réunît au prix de la ferme , on trouveroit une somme énorme que les colons paient au-delà de la valeur réelle de la viande : cependant quand la Colonie fit entrer dans l'octroi un droit sur les boucheries, elle ne comptoit payer & donner que ce droit.

La troisième source de ces abus, est l'unité de fermier dans les villes. Outre qu'un seul boucher ne peut donner autant de soins à une quantité considérable de bestiaux , que si ces bestiaux appartenoint à plusieurs , & que dès-lors la qualité de la viande doit être généralement mauvaise , il arrive encore que le même homme fournissant aux troupes & aux citoyens , & le prétexte du service du Roi donnant la préférence aux premiers sur les derniers, le citoyen n'est approvisionné qu'après le soldat , & n'a de viande qu'autant qu'il en reste , comme si le colon étoit moins précieux à l'Etat, que le soldat ; comme si tous les hommes n'avoient pas le même droit à la subsistance.

La quatrième source de ces abus , est le défaut d'une police exacte dans les boucheries : l'illégitimité des gains des fermiers, a toujours été un motif de hauffer le prix des fermes , & les fermiers par toute terre ont redouté l'œil des Magistrats. Les Intendants (nous exceptons M. de Clugny, non parce qu'il est pré-

sent, mais parce que son administration a eu dans tous les temps, l'équité pour règle) ont toujours cherché à soustraire la police des boucheries aux Tribunaux, à se l'attribuer en entier, à excuser les fermiers, à infliger des punitions légères pour des contraventions graves, à rendre les contraventions difficiles à constater, ou même avantageuses à commettre, quand elles seroient prouvées & punies : les Bouchers des villes ont toujours secrètement éludé la vigilance & la sévérité des loix, & dans les campagnes les Bouchers ont toujours joui d'une impunité publique & absolue.

D'après cet exposé, l'unique moyen de remédier à ces abus, est l'abolition de cette ferme, & d'en rejeter le montant sur d'autres objets : c'est le vœu du public ; & nous sommes pénétrés des avantages de cette opération. Mais la réforme des anciens abus a ses inconvéniens : tous les changemens subits ont souvent des suites fâcheuses, & il est quelquefois de la prudence de les préparer & de les amener par degré. Il faut considérer que la viande est precare, que la plus grande quantité qui s'en consomme, est tirée de l'Espagnol : qu'ils gênent la sortie de leurs bestiaux, pour en retirer des retributions ; qu'il est à craindre qu'en rendant la liberté de tenir boucheries, cela n'augmente le prix des bestiaux à l'Espagnol, par la concurrence des acheteurs ; qu'enfin dans les commencemens d'un tel changement, la viande peut venir à manquer dans quelques endroits, & que le premier objet est de pourvoir à la subsistance. Dans cette situation embarrassante, voici le parti auquel nous nous sommes déterminés, & que nous proposons ; c'est de laisser encore subsister pendant cinq années les fermes des boucheries, sauf, après ledit temps, à y être pourvu différemment ; de remédier actuellement aux principaux abus qui sont introduits, & pour cet effet. 1°. De fixer le prix des différentes fermes de la Colonie sans que ce prix, sous aucun prétexte, puisse être augmenté. Sçavoir : pour

le Cap & le Fort-Dauphin, soit qu'on les divise, ou qu'on les réunisse, à 80000 liv. Pour le Port-au-Prince, S. Marc, Léogane, le Petit-Goave, soit qu'on les réunisse, ou les divise, à 60000 liv. Pour S. Louis & ses dépendances, soit qu'on les réunisse, ou qu'on les divise, à 10000 liv. & cependant que les fermes du Port-de-Paix, de Nippes, du Fond-des-Negres & de la Grande-Ance, seront adjudgées séparément, sans rétribution pour le Roi.

2°. Que dans tous les cas, soit qu'il y ait un prix attaché à la ferme, ou non, la viande sera criée au rabais, à la Barre des Sieges royaux, à la diligence des Substituts des Procureurs-Généraux.

3°. Que le prix de la viande fera le même pour le soldat & le citoyen, & en général pour toutes personnes, de quelque état, grade ou qualité qu'elles soient.

4°. Que les cartes-bannies seront arrêtées par l'Intendant, le Doyen & le Procureur-Général de chaque Conseil, avant d'être publiées.

5°. Que la police des boucheries, relativement aux habitans, appartiendra aux Juges de Police dans les villes, & dans les quartiers aux Syndics.

Caffés & JEUX non prohibés.

La permission de tenir des Caffés & des Jeux non prohibés, fut dans le principe accordée à prix d'argent par les Gouverneurs-généraux, au profit de leurs Capitaines des Gardes : l'établissement de ces Caffés & de ces Jeux, ayant donné avec le temps un certain produit, les Généraux se l'attribuerent, tant pour soudoyer leur Capitaine des Gardes, que pour accorder des gratifications aux pauvres Officiers : tous les Gouverneurs n'ayant pas toujours rempli cette destination, & la ferme des Caffés grossissant, le Roi, en 1754, régla par une Dépêche non re-

gistrée, que le produit de cette ferme seroit partagé en trois portions égales, dont une appartiendrait au Général, l'autre à l'Intendant, & la troisième seroit employée en gratifications. En 1759, Sa Majesté ayant porté les appointemens du Général à 150000 liv. & ceux de l'Intendant à 120000 liv. réunit la ferme des Caffés à la caisse de l'Octroi : elle produit année commune environ 24000 liv.

Cette ferme est la source des Jeux prohibés, & conséquemment de beaucoup d'abus, dont le moindre est la ruine des personnes, & principalement des jeunes gens qui fréquentent les Caffés : son modique produit, joint à cette considération, devroit la faire poscrire ; mais nous avons observé qu'en l'abolissant, elle pourroit ressusciter de la même manière qu'elle étoit née, sans tourner au profit du Roi, & à la décharge de la Colonie, ce qui seroit encore plus abusif que dans l'état actuel des choses. Cette réflexion unique, mais décisive, doit la laisser subsister.

Il est à considérer que cette ferme rendoit plus entre les mains des Chefs de la Colonie, que depuis qu'elle fait partie de l'Octroi. La solution de ce problème est, qu'alors les jeux prohibés étoient secrètement permis, & qu'ils sont aujourd'hui sévèrement défendus ; tant il est vrai, comme nous l'avons dit, que les gains illégitimes des fermiers, sont la principale cause de l'augmentation du prix des fermes !

La perception de ce droit est fort simple : pour ce qui est de l'évaluation du produit de cette ferme, nous renvoyons au plan de repartition.

P A S S A G E S.

Ces passages sont des passages par mer, c'est-à-dire, qui appartiennent au petit cabotage. Leur origine est assez obscure, quoique peu reculée : ils ne sont établis que dans la seule dépendance du Cap : c'est l'ouvrage des Commissaires Ordonnateurs ; le Roi ni les Conseils assemblés n'en ont jamais parlé :

une forme aussi illégale, suffiroit pour les faire rejeter : celui du Fort-Dauphin a déjà été supprimé, comme contraire à l'Ordonnance de la Marine, qui exige un Congé de l'Amiral pour naviger de port en port. Les fermes des passages ne rendent année commune, que 8500 liv. ainsi c'est un très-mince objet pour l'octroi que leur conservation ; mais c'est un objet très-important pour le commerce que leur suppression. On connoît la négligence des fermiers de passages pour les effets & les denrées qui leur sont confiées ; on connoît les rapines, les avaries & les déprédations dont ces fermes sont la source : on sçait, que malgré le prix fixé pour le fret, les fermiers des passages exigent des droits plus forts, & donnent la préférence à ceux qui souffrent à leurs vexations : le plus grand mal est la lenteur qu'éprouve le transport des denrées ; le chargement des vaisseaux en est retardé, & l'habitant & le négociant sont accablés de frais de magasinage dans les embarquaires. Les fermes des passages supprimées, plusieurs navigateurs s'y emploiront ; il se formera une peuplade de caboteurs ; la concurrence fera tomber le prix du fret ; le transport sera rapide, & le commerce plus libre & plus actif. Tout privilège exclusif dans le commerce, lui ôte son ressort & tend à le détruire. Aux vices qui se rencontrent dans les fermes des passages, il s'est joint un autre abus. Un particulier en crédit auprès des Ministres, le Sr Laporte, ci-devant premier Commis du Bureau des Colonies, a obtenu un Brevet de don d'un de ces passages (le passage du Cap à la Petite anse :) par un fait encore plus singulier, il jouit depuis plusieurs années du passage de Limonade, sans Brevet de don, & contre les dispositions d'un Arrêt du Conseil du Cap, rendu relativement à la jouissance de ce passage. Outre qu'il est convenable d'englober ces deux passages dans la suppression générale de tous les passages par mer, nous estimons, MESSIEURS, que l'Assemblée doit statuer sur le produit de celui de Limonade.

BACS sur les Rivières.

On compte trois rivières sur lesquelles il y a des Bacs ; la rivière de l'Artibonite , l'Ester & la rivière du haut du Cap , ou rivière de Galifet. Ce furent les habitans de l'Artibonite , qui établirent eux-mêmes des Bacs sur leur rivière , pour la facilité de la communication , qui étoit fréquemment interrompue : ces Bacs sont affermés par les habitans à un prix modéré ; & ce prix est destiné à leur entretien , & déposé entre les mains d'un habitant du quartier , sous l'inspection de l'Intendant. Le Bac sur l'Ester , a été établi , & est entretenu par un particulier , au moyen d'une retribution modique : ce Bac & son produit sont deux objets trop peu intéressans , pour s'en occuper. Le Bac sur la rivière du haut du Cap , a été établi le 10 septembre 1742 par Mrs de Larnage & Maillart , & réuni à la ferme de la petite-ance & de Limonade : le tarif des droits de passage sur ce Bac , fut également dressé par eux , sur le pied où il se perçoit aujourd'hui. Le 16 décembre 1746 , le Sr Laporte obtint un Brevet de don du Roi de la jouissance pleine & entière , tant du droit de passage établi sur la rivière du haut du Cap , que sur le passage de la Petite-ance , pendant l'espace de vingt années , à compter du 1 Juin 1747 , pour lui , ses héritiers ou ayant-causes. Ce Brevet de don a été enregistré au Conseil du Cap en 1747 , dans un temps où le donataire étoit premier Commis du Bureau des Colonies. Le Bac de la rivière du haut du Cap & le passage de la petite ance , rendoient alors 10500 liv. par an : en 1747 , la ferme monta à 30100 liv. : en 1750 , cette ferme fut portée à 38200 liv. : en 1755 , elle augmenta encore , & fut adjugée à 40200 liv. , sur lequel pied elle est demeurée. En évaluant le produit de ce Brevet de don pendant les vingt années , dont il reste encore trois à expirer , il procurera au Sr. Laporte une somme de 792000 liv. Quelle gratification tirée d'une seule Colonie ! Avec le produit de ce Bac & de ce passage , on jouiroit

d'un Pont qui auroit aboli le droit. Les Bacs ayant été établis pour la communication, il s'ensuit que leur produit doit être employé à la communication de l'intérieur; & comme la communication n'est jamais plus sûre, plus prompte & plus commode, que par l'établissement des Ponts, il convient d'affecter le montant de la ferme des Bacs à la construction de Ponts sur les mêmes rivières où ils sont établis. Il ne suffiroit pas de régler la destination de ces deniers, si on ne prend encore des mesures pour en assurer l'emploi : en les réunissant à la caisse des Octrois, ils seront confondus avec les autres droits, & employés indistinctement à d'autres dépenses : il est donc indispensable de les verser dans les caisses municipales, ou des deniers publics, pour remplir l'objet indiqué. Nous proposons à cet effet à l'Assemblée d'ordonner, sous le bon plaisir du Roi, la réunion du produit des Bacs sur la rivière de l'Artibonite, à la caisse des deniers publics ou municipaux du ressort du Port-au-Prince; & la réunion du produit du Bac sur la rivière du haut du Cap, après l'expiration du Brevet de don du Sr. Laporte, à la caisse des deniers publics ou municipaux du ressort du Cap; pour lesdits deniers être le plutôt possible, employés à la construction de Ponts sur lesdites rivières, sous la direction des Conseils Supérieurs, chacun dans leur ressort.

DROITS SEIGNEURIAUX.

Les droits Seigneuriaux, sont les amendes, les épaves, les aubaines, les deshérences, les bâtardises, les confiscations & les successions vacantes; ils ont pris naissance avec l'établissement des Justices Royales, & ont été perçus au profit du Roi jusqu'en 1721, que Sa Majesté, par sa Déclaration du 8 avril, les donna à la Colonie. L'Intendant nomme les Receveurs de ces droits; & par Arrêt du Conseil d'Etat de 1727, les comptes de ces droits sont rendus par devant l'intendant & deux Conseillers,

dans chaque ressort. Le produit n'en est point versé dans la caisse des O&trois ; & les Trésoriers des Colonies ne comptent ni de la recette ni de la dépense à la Chambre des Comptes de Paris : le compte de recette est apuré par l'Intendant & deux Conseillers, comme nous l'avons dit ; & le compte de l'emploi du produit de ces droits, est arrêté par l'Intendant seul, qui en rend compte au Ministre. Les droits Seigneuriaux sont ordinairement employés aux frais des Palais & des prisons : quelquefois on rejette sur cette caisse des dépenses qui ne sont pas de nature à être supportées par la caisse des O&trois, ou qui passeroient difficilement à la Chambre des Comptes. C'est un agrément & une facilité pour les Intendans, qui peut, il est vrai, tourner quelquefois en abus. Ces droits peuvent être évalués, année commune, à 80000 liv.

Le Roi ayant donné à la Colonie le produit des droits seigneuriaux, il paroîtroit conséquent de les réunir aux O&trois ; mais plusieurs obstacles semblent s'y opposer. 1°. Ces droits sont susceptibles de variations considérables ; les épaves & les successions vacantes sont sujettes à être réclamées, & le sont très-fréquemment. Le droit du Roi sur ces dernières, est incertain pendant trente ans : d'un autre côté, Sa Majesté remet quelquefois les amendes & les confiscations ; ainsi, outre qu'il est difficile de bien déterminer la somme pour laquelle on feroit entrer ces droits dans la repartition des quatre millions, il en naîtroit encore un inconvénient très-grand, en les réunissant aux O&trois, en ce qu'une partie de ces droits entrés dans cette caisse, seroient perpétuellement exposés à en sortir.

2°. En réunissant les droits Seigneuriaux aux O&trois, les Trésoriers des Colonies seroient tenus de justifier de la recette à la Chambre des Comptes : or, comment établir en recette des successions vacantes qu'on peut réclamer ? Comment justifier le produit d'une succession vacante ? Dans la règle, il faudra envoyer

voyer toutes les pièces & les procédures au soutien de ces successions : les successions vacantes obérées , sont consommées en frais de poursuites de la part des créanciers , ou en acquittement des dettes. Alors quelle immensité de papiers à faire passer en France , & à examiner par la Chambre des Comptes , sans utilité , ou pour un mince objet.

Ces considérations exigent qu'on laisse les droits Seigneuriaux sur le pied où ils sont ; mais en même-tems , pour prévenir tout abus dans l'emploi de ces fonds , & remédier à la forme illégale du compte de cet emploi , nous proposons à l'Assemblée d'arrêter que Sa Majesté sera suppliée d'ordonner qu'à l'avenir , les Receveurs des droits Seigneuriaux , compteront , tant du produit desdits droits , que de l'emploi d'iceux , pardevant l'Intendant & quatre Conseillers , les plus anciens du Conseil , dans le ressort duquel résidera l'Intendant ; & que lesdits droits seront affectés aux dépenses des Palais , des Prisons & autres frais de Justice. Cette destination est d'autant plus nécessaire , qu'il n'y a pas un seul Palais dans la Colonie , & que les Prisons y sont mal-saines , incommodes & peu sûres.

La quantité immense de Pièces & de Procédures , dont sont chargés les comptes des droits Seigneuriaux , rend impossible à l'Intendant , & aux Conseillers ses adjoints , l'examen détaillé de toutes ses procédures ; à peine pourroient-ils y suffire , en ne s'occupant que de cet objet : pour parer à cet inconvénient , & attendu la nécessité d'apurer ces mêmes comptes , où les abus sont plus faciles à commettre par les Receveurs , les Intendans ont établi un Vérificateur de ces comptes , & leur ont alloué un droit sur les Receveurs par chaque compte apuré. Les Conseils , en convenant de l'utilité de cet établissement , n'ont pu le reconnoître , attendu qu'il n'étoit pas légal : d'un autre côté , ils ont désapprouvé que le Vérificateur fut payé par les Receveurs , & ont prétendu que dans le cas d'un

Vérificateur , la nomination devoit leur appartenir. Pour concilier tout , nous proposons à l'Assemblée de faire un Arrêté par lequel Sa Majesté sera suppliée d'établir dans la Colonie un Vérificateur des comptes des droits Seigneuriaux , lequel sera nommé par le Conseil , dans le Ressort duquel résidera l'Intendant , & dont le travail sera taxé à chaque compte par l'Intendant & les quatre plus anciens Conseillers dudit Conseil , & payé sur la caisse desdits droits Seigneuriaux , suivant ladite taxe. M. l'Intendant est parfaitement d'accord sur cet Arrêté : il seroit bon que les comptes des Octrois passassent aussi par les mains de ce Vérificateur , quoiqu'ils soient d'un examen plus facile. Nous avons apperçu dans le cours de nos recherches , que dans quelques anciens comptes d'Octrois , arrêtés par M. Laporte Lalanne , il s'étoit glissé des erreurs frappantes.

Après vous avoir entretenu des droits Seigneuriaux , il convient de parler des deux pour cent sur les adjudications judiciaires des Postes , & du produit des Libertés.

DROITS de deux pour cent sur les Adjudications Judiciaires.

L'origine de ces droits est singulière. Quelques Juges de cette Colonie , ayant pris sur eux de faire payer en sus du prix des Ventes & des Baux-Judiciaires , une certaine somme applicable aux Hopitaux & aux Edifices publics , cet usage s'étendit & subsista sans forme légale ; ce qui paroitra encore plus étonnant , est qu'il existe des comptes de ce droit apurés par les Conseils , avant qu'il eût été approuvé & établi par eux : la destination utile de ce droit , a été l'excuse de ces irrégularités. En 1740 , sur la demande de Mrs. de Larnage & Maillart , lors Général & Intendant , chaque Conseil dans son Ressort , fit un Règlement presque entièrement semblable : tous les deux réglèrent qu'il seroit perçu un droit de deux pour cent sur les Adjudications Judiciaires ; que le Receveur seroit nommé par le Con-

feil ; fixèrent les mêmes appoientemens sur sa recette : tous les deux statuerent que le produit de ces droits , seroit employé à la construction des Edifices publics. La seule dissemblance fut , que le Conseil Supérieur , lors séant à Léogane , ordonna que les Receveurs de ce droit , compteroient pardevant le Conseil ; & que celui du Cap arrêta que les comptes de ces Receveurs , seroient rendus en la maniere accoutumée : cette énonciation différente à eu des suites toutes opposées ; le Conseil du Port-au-Prince est resté en possession d'ordonner l'emploi des deux pour cent , & d'en arrêter les comptes. Dans le Ressort du Conseil du Cap , les Commissaires-Ordonnateurs se sont attribué l'apurement des comptes des deux pour cent , & le produit de ce droit a été versé dans la caisse des droits Seigneuriaux , sans qu'on en puisse trouver la raison ou le prétexte. De-là il est arrivé que dans la partie du Cap , ces fonds n'ont jamais été employés à leur destination ; ce qui est manifestement abusif.

Les deux pour cent sont un modique objet : on peut les évaluer , année commune , dans toute la Colonie , à 30000 liv. Dans le Ressort du Cap , ils ont produit , depuis leur établissement , environ....

L'objet sur lequel ce droit est assis , sembleroit devoir le faire supprimer ; mais le besoin des objets auxquels il est destiné , en sollicite la continuation.

Il n'est pas possible de ne pas détruire la diversité qui se trouve dans le Ressort du Cap , à l'occasion de ce droit. Les deux pour cent , dans leur établissement , leur perception & leur destination ont un but purement municipal , & par-là , doivent être versés dans les caisses municipales ; d'ailleurs , c'est le seul moyen d'en retirer l'utilité qu'on s'en est promise , d'en empêcher le divertissement & d'en assurer l'emploi.

Nous observerons que ce que chaque Conseil a fait dans son Ressort , à l'occasion de deux pour cent , n'est pas légal. Les Ré-

glements, en matière d'impôts, n'appartiennent qu'à l'Assemblée des deux Conseils, représentant la Colonie.

Nous proposons à l'Assemblée, pour donner une forme légale au droit de deux pour cent, pour établir une uniformité dans toute la Colonie & pour assurer l'emploi de ces fonds, suivant leur destination primitive, d'ordonner qu'il continuera d'être perçu deux pour cent sur les Adjudications Judiciaires, en sus du prix des Ventes & des Baux-à-ferme; que chaque Conseil, dans son Ressort, nommera les Receveurs desdits deux pour cent, & en arrêtera les comptes; que le produit de ce droit, sera réuni aux caisses municipales, ou des deniers publics, & que les Conseils en ordonneront l'emploi; que lesdits deux pour cent seront affectés à la construction des ponts & chaussées, quais, calles & fontaines.

P O S T E S.

Outre l'utilité qu'on retire des Postes, le droit sur les lettres a cet avantage, qu'il est payé volontairement, & le plus souvent avec plaisir.

Les Postes ont été établies par les Chefs de la Colonie; le prix des lettres est réglé par l'Intendant; il nomme les Directeurs; il reçoit les comptes; il ordonne des fonds qui en proviennent: le produit des Postes n'entre point dans les comptes de l'Octroi, & ne passe point à la Chambre des Comptes.

Nous sommes bien éloignés de jalouser & de critiquer l'administration des Intendants dans les Postes; mais il est de notre devoir de faire des observations sur cet objet, qui sans nuire aux droits de l'Administrateur des finances, tendent au soulagement de la Colonie, & à la conservation des formes légales.

L'établissement des Postes n'est pas régulier, en ce qu'on ne trouve nulle part qu'il ait été légalement établi ou reconnu par le Roi, ou les Conseils assemblés: ce défaut de forme peut se suppléer aisément dans la présente Assemblée, en adoptant cet établissement.

Le produit des Postes étant fourni par la Colonie , doit naturellement être employé au soulagement de la Colonie. L'intention du Roi est qu'aucun droit ne sorte de la Colonie : le Roi lui-même a abandonné le produit de ses droits Seigneuriaux : c'est se conformer aux vues de Sa Majesté & à l'équité, que de réunir le produit des Postes à l'Octroi. Le seul inconvenient que présente cet arrangement , est la difficulté où sera le Trésorier des Colonies de constater la recette des Postes à la Chambre des Comptes : mais on peut y pourvoir, en réglant que cette recette sera justifiée par une simple Ordonnance de l'Intendant. Nous vous proposons donc, MESSIEURS, de réunir, sous le bon plaisir du Roi, le produit des Postes à la caisse des Octrois, pour faire partie des quatre millions accordés ; & de régler que la recette du produit desdites Postes, sera suffisamment justifiée dans les comptes des Trésoriers des Colonies, par une Ordonnance de l'Intendant de versement du produit desdites Postes, dans la caisse desdits Trésoriers.

Le droit sur les lettres, ayant été doublé depuis quelques années, nous proposons, pour prévenir l'arbitraire dangereux en cette partie, de statuer que la taxe annuelle des lettres, ne pourra être haussée, que par l'Assemblée des deux Conseils.

Le produit net des Postes, année commune, a été jusqu'ici de 40 à 45 000 liv. mais il ne peut qu'augmenter : il faut aussi dire qu'on sera forcé d'augmenter les appointemens des Directeurs, les exemptions qui faisoient rechercher ces emplois, ne pouvant plus avoir lieu.

PRODUIT des Libertés.

On sçait que par le Code noir les mulâtres provenant du concubinage des maîtres avec leurs esclaves, sont confiscables, & que par une Ordonnance postérieure, toute liberté accordée à un esclave, n'est valable qu'après la ratification commune du Général & de l'Intendant. Depuis, soit pour punir le concubi-

nage, soit pour le faire contribuer à des œuvres pies, MM. de Larnage & Maillart imaginerent de taxer la ratification des mulâtres affranchis, à une certaine somme en faveur des Hopitaux. Le produit de ces taxes arbitraires, tantôt plus fort, tantôt plus foible, a été d'abord appliqué au Cap à la Maison des Religieuses & à la Maison de Providence, & a beaucoup contribué à leur établissement; ce bénéfice leur a été ôté, quoique les taxes des libertés aient subsisté, & ces dernières ont été perçues au profit du Roi. Cet objet peut monter, année commune, à 18700 liv.

La taxe des libertés n'a aucun établissement légal; cette taxe est odieuse en elle-même. Si l'on peut, si l'on doit punir le libertinage, parce qu'il est dangereux & criminel, on doit épargner le fruit du libertinage, parce qu'il est innocent. Il est défendu aux maîtres de vendre la liberté aux esclaves, ou de la donner conditionnelle; le Roi pratiquera-t-il ce qu'il défend à ses Sujets? Nous estimons qu'il convient de supprimer ces taxes; & dans le cas où l'Assemblée se porteroit à les autoriser & à les laisser subsister, il est indispensable d'y apposer les conditions suivantes: Que la taxe des libertés n'aura lieu que pour les mulâtres; que cette taxe sera égale par-tout; que le produit en sera appliqué aux Hopitaux dans la partie de l'ouest & du sud; dans la partie du Cap, à la Maison de Providence; qu'à cet effet ces taxes seront payées es mains des Administrateurs ou Supérieurs desdits Hopitaux & Maison de Providence, & sur leur reçu la ratification des libertés expédiée.

C'est ici le lieu, MESSIEURS, de vous rappeler les attentats des esclaves sur la vie des maîtres, dans l'espérance de la liberté. Que de colons bienfaisans sacrifiés au desir impatient de hâter une liberté promise après la mort! Que de maîtres indifférens, conduits lentement au tombeau, par un poison ménagé, afin d'arracher de leur foiblesse & de leur douleur, par des soins

simulés , la promesse de la liberté ! Nous croyons donc devoir proposer à l'assemblée , d'arrêter que le Roi fera supplié d'interdire les libertés testamentaires.

EXAMEN des nouveaux objets susceptibles d'imposition.

Tout objet est susceptible d'imposition aux yeux des Traitans , parce que leur but est de gagner sur l'Etat , au lieu d'en faire le bien ; mais de sages Administrateurs craignent toujours les nouveaux impôts , par l'augmentation de surcharge qu'ils entraînent , & encore plus par la difficulté de les bien asséoir ; ils redoutent toujours qu'ils ne gênent le commerce ou la culture , qu'ils ne blessent la liberté du citoyen. Sans vous rendre compte des différens objets que nous avons examinés dans cette vue , & dont les inconvéniens les ont fait rejeter , nous nous bornerons à indiquer les deux seuls nouveaux objets auxquels nous nous sommes arrêtés , pour les assujettir à des droits , tant par le principe de l'égalité , & qu'ils sont plus en état de les supporter , que par les avantages de leur perception & leur analogie à la nature des Colonies : ce sont les taffias , sirops & melasses qui s'exportent , & les noirs qui s'introduisent dans la Colonie.

SIROPS , TAFFIAS & MELASSES.

On sçait que l'exportation de ces matieres provenantes de la fabrication du sucre , est défendue pour la métropole , dans la crainte de nuire aux eaux-de-vie du Royaume : on sçait aussi le besoin que toute l'Amérique septentrionale a de ces matieres , principalement pour sa consommation intérieure ; le Canada , Louisbourg & la Louisiane , depuis 1748 jusqu'en 1755 , en tiroient beaucoup de cette Isle. La permission momentanée accordée aux étrangers d'exporter des taffias , sirops & melasses , en avoit occasionné un débouché considérable : cette permission est suspendue ; mais comme il est démontré que le besoin sans

celle augmentant, de mairéins, de bois de charpente & de construction, forcera à rétablir cette permission, & que la sortie des taffias, sirops & melasses est avantageuse à la Colonie, sans nuire à la France, on peut établir que les sirops, taffias & melasses formeront de plus en plus un objet considérable d'exportation. Ces matieres jusqu'ici ont été franches de droit; l'équité & des vues élevées dictent également de les assujettir à un droit de sortie, comme les autres denrées qui s'exportent; cela vient d'être pratiqué à la Martinique. La quantité de taffias, sirops & melasses, est relative à la quantité de sucre brut & blanc qui se fabrique; ainsi elle est considérable: il s'en consomme une partie dans l'intérieur; consommation qui diminuera en proportion de l'exportation. Par un calcul facile & certain, déduction faite de la consommation intérieure, l'exportation des sirops, melasses & taffias peut monter annuellement à 50 milles barriques de Bordeaux.

Il est nécessaire de déterminer les futailles dans lesquelles les sirops & taffias s'exportent, ainsi que celles pour le sucre, l'indigo & le café: nous renvoyons cet article au plan de repartition, ainsi que la quotité du droit à imposer.

Nous aurions pu, MESSIEURS, faire connoître combien l'exportation des sirops est un objet important pour les Sucreries; que cette exportation, en augmentant leur produit, mettroit les colons dans le cas de s'acquitter plus facilement envers le Commerce, ou d'augmenter leur culture; que les Négocians de France ont par-là un grand intérêt à cette exportation; que d'un autre côté, le seul moyen d'augmenter les impôts, est d'étendre la culture & le commerce, de créer de nouvelles valeurs en procurant de nouveaux débouchés; que conséquemment le rétablissement de l'exportation des sirops par l'étranger, intéresse le Roi même, & est indispensable pour faire supporter le poids des quatre millions demandés, & aider à les acquitter: mais cette
partie

partie apportient à MM. les Commissaires chargés des Remon-
trances.

DROITS sur l'introduction des Noirs.

Il a été perçu par forme de gratification, jusqu'en 1760, un droit de 2 pour 100 sur les Nègres introduits dans la Colonie, en faveur des Gouverneurs-Généraux, des Intendans & des Gouverneurs particuliers : en 1759, le Roi ayant augmenté leurs appointemens, fit cesser ce droit ; nous proposons de le rétablir en faveur du Roi & de la Colonie, en en faisant entrer le produit dans la caisse des Oâtrois, & en le comprenant dans les quatre millions accordés. Le Roi supprima ce droit, *par la considération qu'il étoit à charge aux Habitans des Colonies.* En le rétablissant, il sera donc supporté par les Habitans : mais il fera du moins face à l'augmentation des appointemens des Généraux & Intendans, qui est également supportée par la Colonie, & dont il tenoit lieu avant sa suppression.

Au reste, la perception de ce droit n'est point nouvelle au profit de Sa Majesté : le Roi, par ses Lettres-Patentes du mois de Janvier 1716, avoit établi une imposition de 20 liv., payable dans les ports du Royaume, entre les mains du Trésorier-Général de la Marine, pour chaque négre importé dans les Colonies ; ce qui, indépendamment de la différence du prix des négres qui étoient moins chers en 1716, forme, en vertu du seul change de l'argent, un droit de trois pour cent payé à cette date par les Négocians, pour chaque négre.

Le produit de cet impôt, la facilité de sa perception, sont de nouveaux motifs de l'adopter. Nous en renvoyons l'évaluation au plan de répartition.



P L A N

DE RÉPARTITION.

IL résulte des principes que nous avons établis, & de l'examen que nous avons fait des anciens Droits, & des objets nouveaux, susceptibles d'imposition, que les quatre millions accordés au Roi, doivent être composés,

1°. Des droits de sortie : sçavoir ; sur l'Indigo, le Sucre brut & blanc, le Caffé, le Coton, les Sirops & Taffias, les Cuirs tannés & en poil.

2°. Des droits de capitation sur les Negres esclaves attachés aux Poteries, Thuileries, Briqueries, Fours à chaux, Places à légumes & vivres, & sur les Negres esclaves attachés au Domiciliés des Villes & Bourgs.

3°. Du droit sur l'introduction des Noirs.

4°. Du droit sur les loyers des maisons des Villes du Cap, Fort-Dauphin, Port-de-Paix, S. Marc, Port-au-Prince, Léogane, Petit-Goave, des Cayes, du Fond & S. Louis.

5°. Des Fermes ; sçavoir, des Cabarets, Boucheries, Caffés & Jeux.

6°. Du produit des Postes.

Il reste à examiner ce que peut supporter & produire chacun de ces droits.

DROITS DE SORTIE.

Pour calculer les droits de sortie, il faut connoître la quantité de chaque Marchandise exportée, & la quotité du droit qu'elle supportera.

I N D I G O.

Nous sommes convenus avec M. l'Intendant, Commissaire

du Roi à l'Assemblée, qu'on pouvoit porter la quantité annuelle d'Indigo exporté, tant par le bénéfice d'une jauge fixe, que par l'accroissement de la culture, à 1880000 liv. p^t.

Nous estimons que cette denrée peut supporter sept pour cent, au moyen des droits de capitation supprimés sur les Negres qui la cultivent. En fixant le prix moyen (A) de l'Indigo à cent sols par livre, cela donnera un droit de 7 f. par livre (B) qui à raison de 1880000 liv. p^t. produira six cens cinquante-huit mille livres, ci 658000 l.

SUCRE BRUT.

Nous sommes convenus avec M. l'Intendant, qu'au moyen d'une jauge fixe, & de l'accroissement de la culture, on pouvoit évaluer la quantité annuelle de sucre brut exporté, à 80000 B^{ques}. créoles.

En portant le prix moyen du Sucre brut à 18 l. par cent, & établissant sept pour cent de droit sur cette denrée, au moyen des droits de capitation supprimés sur les Negres qui la cultivent, nous trouvons, en évitant les fractions, que la barrique doit payer 12 l. 10 f. Ce droit multiplié par 80000, produira un million de livres, ci 1000000 l.

SUCRE BLANC OU TERRÉ.

Nous sommes convenus avec M. l'Intendant, qu'au moyen d'une jauge fixe, & de l'accroissement de culture, on pouvoit évaluer la quantité annuelle de Sucre blanc exporté, à 35000 B^{ques}. créoles.

(A) Il est essentiel d'observer qu'en calculant les tems de paix & de guerre, les prix moyens établis, sont plus forts que foibles.

(B) Il est encore essentiel d'observer que sept pour cent sur la totalité des denrées, forment réellement, en déduisant les frais d'exploitation, onze pour cent d'impôt sur le revenu net de chaque Cultivateur.

Nous avons fixé le prix moyen du Sucre terré, soit blanc & commun, à 36 l. & établissant un droit de sept pour cent sur cette denrée, au moyen de la suppression des droits de capitation sur les Nègres qui la cultivent, la barrique payera, pour éviter les fractions, 25 l. ce qui produira huit cens soixante-quinze mille livres, ci

875000 l.

C A F F É.

La culture du Caffé ayant souffert, nous estimons que le bénéfice d'une mesure fixe, & l'accroissement de cette culture, ne fera guères monter l'exportation de cette denrée au-delà de celle de 1755; nous ne portons donc la quotité annuelle de cette denrée qu'à 7000000 liv. p^t.

Nous avons fixé le prix commun du Caffé à 12 s. la livre; & pour favoriser les Colons qui le cultivent, nous pensons qu'il suffit de faire supporter à cette denrée un droit de six pour cent, au moyen de la suppression de la capitation sur les nègres des Caffeteries. Pour éviter les fractions, ce droit sera de 9 d. par livre; & il produira deux cens soixante-fix mille deux cens cinquante livres, ci

266250 l.

C O T O N.

Nous sommes convenus avec M. l'Intendant, qu'au moyen d'une mesure fixe pour les Balles & Ballotins, de porter la quantité annuelle de Coton exportée, à 1500000 liv. p^t.

Nous avons fixé le prix commun du Coton à 108 liv. le quintal; & le droit à faire supporter à cette denrée, à sept pour cent de sa valeur; au moyen de la suppression de la capitation des nègres qui la cultivent, le Coton payera donc, pour éviter les

fractions, 18 d. par livre ; & produira cent-douze mille cinq cens livres, ci 112500 l.

SIROPS ET TAFFIAS.

Nous évaluons l'exportation des Sirops & Taffias, à 50000 Bariques de Bordeaux.

Nous avons fixé le droit à imposer sur la Barique de Sirop à 3 l. & à 4 l. 10 f. sur la Barique de Taffia, au moyen de la suppression de la capitation sur les Negres des Guildiveries: ce droit produira l'un dans l'autre 150000 l.

CUIRS TANNÉS.

Nous avons évalué la sortie des Cuirs tannés, à 32000 côtés.

Nous avons fixé le droit sur chaque côté, à 15 f. au moyen de la suppression de la capitation sur les Negres des Tanneries: ce qui donnera 24000 l.

CUIRS EN POIL.

Nous avons évalué l'exportation des Cuirs en poil, à 14000 bannettes.

Et le droit sur chaque bannette, à 2 l. ce qui donnera 28000 l.

Nous avons prouvé la nécessité d'une mesure fixe pour l'enfutaillage de l'Indigo, du Sucre & du Caffé: voici ce que nous proposons à ce sujet. Qu'il soit défendu, passé le 1^{er}. Juillet, d'embarquer des Indigos, des Sucres bruts & blancs & des Caffés dans d'autres bariques que celles ci-après spécifiées:

S Ç A V O I R ;

Bariques créoles, de 3 pieds 10 pouces de hauteur sur 26 à 27 de diamètre extérieur dans les bouts, & 33 à 34 pouces de diamètre extérieur dans le milieu.

Bariques de Bordeaux: la jauge en est connue.

Quarts ou Barils de Farine de Bordeaux: la jauge en est connue.

La Barique créole de Sucre brut, paiera, comme dit a été, 12 l. 10 f.

La Barique créole de Sucre blanc, paiera 25 l.

La barique créole d'Indigo, sans avoir égard à la différence de pesanteur de l'Indigo cuivré & de l'Indigo bleu flottant, & laquelle est compensée par la différence du prix, sera réputée peser 825 livres, & paiera 288 l. 15 f.

La Barique créole de Caffé sera réputée peser 825 livres, & paiera 30 l. 18 f. 9 d.

La Barique de Bordeaux d'Indigo, sans avoir égard à la différence de la pesanteur spécifique de l'Indigo bleu flottant & cuivré, cette différence se trouvant compensée, sera réputée peser 330 livres, & paiera 115 l. 10 f.

La Barique de Bordeaux de Sucre brut, paiera 5 l.

La Barique de Bordeaux de Sucre blanc, paiera 10 l.

La Barique de Bordeaux de Caffé, sera réputée peser 330 livres, & paiera 12 l. 7 f. 6 d.

Le Quart ou Baril de Farine de Bordeaux, d'Indigo, sera réputé peser 150 liv. & paiera 52 l. 10 f.

Le même Quart, de Sucre brut, paiera 2 l. 10 f.

Le même Quart, en Sucre blanc, paiera 5 l.

Le même Quart, en Caffé, sera réputé peser 150 livres, & paiera 5 l. 12 f. 6 d.

Pour assurer l'exécution des défenses, nous proposons qu'il soit enjoint aux Capitaines, passé le 1^{er}. Juillet prochain, de ne point charger & de rejeter les Futailles de Sucre, Caffé & Indigo fretté,

qui ne seroient pas de la qualité ci-dessus spécifiée , à peine , contre lesdits Capitaines de 50 l. d'amende , par chaque Futaille plus forte.

Nous avons également observé la nécessité de déterminer les balles & ballotins de Coton qui s'exportent ; nous proposons à ce sujet de deffendre , passé le 1^{er}. Juillet prochain, d'embarquer des balles de Coton dont l'emballage excéderoit trois aunes & demie de toile de Halle , ou de Fougères , & des ballotins dont l'emballage excéderoit une aune & demie de pareille toile.

La balle de Coton , de trois aunes & demie d'emballage de toile de Halle , ou de Fougères , sera réputée peser 260 livres , & paiera 19 l. 10 s.

Le ballotin de Coton , d'une aune & demie d'emballage de toile de Halle ou de Fougères , sera réputé peser 110 livres , & paiera 8 l. 5 s.

Pour l'exécution de cette deffense , nous proposons qu'il soit enjoint aux Capitaines , passé le 1^{er}. juillet prochain , de ne point charger & de rejeter les balles & ballotins frettés , qui ne seroient pas de la dimension spécifiée ci-dessus , à peine contre lesdits Capitaines , de 50 l. d'amende par chaque balle ou ballotin d'un emballage plus fort.

Nous avons encore fait connoître la nécessité de déterminer les futailles dans lesquelles les Sirops & Taffias seroient exportés : nous proposons à ce sujet qu'il soit fait deffenses d'exporter , passé le 1^{er}. juillet prochain , des Sirops & Taffias dans d'autres futailles que celles ci-après spécifiées : S Ç A V O I R ;

Bariques de Bordeaux , ou de 30 à 32 veltes , & Demi-Boucauds doubles de ladite barique , de 60 à 64 veltes.

La Barrique de 30 à 32 velt. de Taffia, paiera 4 l. 1 os.
 Le Demi-Boucaud de 60 à 64 veltes, paiera 9 l.
 La Barrique de Sirop, de 30 à 32 veltes, paiera 3 l.
 Le Demi-Boucaud de Sirop, de 60 à 64 veltes,
 paiera 6 l.

Et pour l'exécution de cette deffense, qu'il soit enjoint aux Capitaines de ne point embarquer de Sirops & Taffias dans des futailles plus fortes que celles ci-dessus spécifiées, à peine de 50 l. d'amende par chaque barrique plus forte.

Les droits que nous venons de proposer sur la sortie des denrées, pourront paroître forts: cela prouve seulement qu'une imposition de quatre millions est excessive pour cette Colonie; car il nous a été impossible d'imaginer une repartition plus sage. D'ailleurs nous observerons que les droits sur les denrées, sont toujours supportés par le cultivateur & le consommateur, & que le poids de ces droits retombera sur le colon & l'étranger, & n'intéresse aucunement le commerce de la métropole. Nous observerons encore qu'en comparant le prix moyen des denrées de S. Domingue, que nous avons établi avec le prix actuel des denrées de la Martinique, on trouve que le Sucre, l'Indigo, le Caffé & le Coton, paieront moins de droits dans cette Colonie que dans l'autre. Ces observations ne souffrent point de réplique.

CAPITATION sur les Nègres esclaves des Villes & Bourgs, & des Thuileries, Poteries, Briqueries, Fours à chaux, Places à vivres & légumes.

L'obscurité qui regne dans certains recensemens, ne nous a pas permis de déterminer avec la dernière précision,

précision, la quantité des esclaves de ce genre ; mais par une évaluation sujette à peu d'erreur, nous avons fixé la quantité des esclaves des Poteries, Thuileries, Briqueries, Fours à chaux, Places à légumes & à vivres, à 8000 esclaves.

Et la quantité des esclaves domestiques & ouvriers des Villes & Bourgs, à 12000.

Nous avons cru important de distinguer ces esclaves, & de leur faire supporter une capitation différente. 1°. Parce que les Thuileries, Poteries, Briqueries, Fours à chaux, les Places à légumes & à vivres, sont d'une nécessité intérieure absolue, & que les esclaves des Villes & Bourgs, ne sont d'aucune nécessité. 2°. Parce que les habitans des Villes, sont en général plus riches, & ne paient rien à l'Etat, quelque opulens qu'ils soient. 3°. Pour rappeler les esclaves des Villes à la culture, leur véritable destination. 4°. Parce que le grand nombre des esclaves ouvriers & domestiques des Villes, est le plus grand obstacle à la population des Blancs, qui ne peut jamais augmenter d'une manière durable & utile, que par l'établissement des domestiques & ouvriers blancs dans les Villes & Bourgs.

D'après ces motifs, nous porterons la capitation sur les esclaves des Briqueries, Thuileries, Poteries, Fours à chaux, Places à vivres & à légumes, à 4 l. par tête, ce qui par 8000, donnera . . . 32000 l.

La capitation sur les esclaves domestiques & ouvriers des Villes & Bourgs, à 15 l. par tête, ce qui, par 12000, donnera . . . 180000 l.

Nous observerons qu'on ne doit point comprendre dans la classe des esclaves des Villes, sujets

à capitation , les domestiques des officiers en garnison, ceux des personnes employées passagèrement, par la nature de leurs places au service du Roi ; les domestiques des Officiers des Conseils , qui n'habitent fréquemment les Villes , que pour rendre la justice à leurs dépens , & les domestiques des hopitaux & maisons religieuses.

DROITS de deux pour cent sur les Noirs introduits.

Nous avons, d'accord avec M. l'Intendant, évalué les droits de deux pour cent sur les negres introduits , à

300000 L

Pour prévenir les fraudes en ce genre, nous proposons qu'il soit fait deffenses, passé le 1^{er}. mai prochain, à tous Capitaines & Négocians , de vendre des negres à bord des Navires , & à tous habitans d'en acheter , à peine de cent livres d'amende par chaque negre ainsi acheté ou vendu,

Cette sage précaution , qui réunit d'ailleurs plusieurs avantages , est établie dans d'autres Colonies , & a été anciennement pratiquée dans celle-ci.

Nous estimerions une autre précaution également importante , tant pour faciliter aux Négocians la vente de leurs Négres , que pour conserver la salubrité des Villes. Elle consiste à bâtir dans les Villes du Cap , du Port-au-Prince , de S. Louis , ou des Cayes du Fond , aux frais de la caisse municipale , des Halles closes de murs , en suffisante étendue pour pouvoir loger séparément trois à quatre cargaisons entières , qui seroient fournies gratuitement au Commerce ; & d'obliger

tous les Capitaines dans les autres Villes ou Bourgs que ceux indiqués ci-dessus, de louer des Halles ou Magasins, sous le vent, & dans des lieux fixés par le Juge de Police.

Nous proposons d'ordonner que les droits de deux pour cent sur les negres introduits, seront payés au Receveur de l'Octroi, sur les extraits des ventes, certifiés par les Négocians ou Capitaines qui les auront faites, & en cas de fausse déclaration, que lesdits Capitaines, ou Négocians, seront personnellement condamnés au double dudit droit.

MAISONS des Villes.

Nous avons porté le total des loyers des maisons du Cap, Fort-Dauphin, Port-de-Paix, S. Marc, Port-au-Prince, Léogane, Petit-Goave, les Cayes du Fond & S. Louis, à 3000000 l.

Nous estimons qu'il convient d'imposer dessus un droit de cinq pour cent, ce qui produira 150008 l.

Pour affeoir ce droit, il faut que par des Commissaires de chaque Conseil, il soit dressé un nouveau Rolle des maisons desdites Villes, ce qui peut s'effectuer dans trois mois.

F E R M E S.

CABARETS.

Nous avons évalué le produit commun des Fermes des Cabarets, à 30000 l. par année, ci 30000 l.

Il faut observer que les Cartes-bannies doivent être criées à l'enchere, & les Fermes adjudgées à la Barre des Sièges Royaux, & que la police des Cabarets appartiendra toujours aux Juges & Officiers de Police dans les Villes, & aux Syndics dans les Quartiers.

C A F F É S E T J E U X.

Nous avons évalué le prix moyen des Fermes des Jeux & Caffés, à 24000 l. par an, ci 24000 l.

Même observation pour l'adjudication de ces Fermes & la police des Caffés & Jeux, que ci-dessus.

B O U C H E R I E S.

Nous avons déterminé le produit des différentes Fermes de Boucheries, à 150000 l. sans qu'elles puissent être haussées, ci 150000 l.

Il est important sur l'objet des Boucheries, que l'Assemblée appose les conditions que nous avons proposées dans l'examen de la Ferme des Boucheries, afin de prévenir tout abus sur cette intéressante partie.

P O S T E S.

Nous avons évalué le produit moyen des Postes, à 40000 l. par année, ci 40000 l.

Nous croyons utile que l'Assemblée ajoute sur les Postes, les conditions sous lesquelles nous en avons proposé la réunion dans notre examen desd. Postes.

Le produit total des droits, suivant le présent Plan de Repartition, monte à 4019750 l.
Et les droits de sortie en composent plus des trois quarts.

Le grand avantage de ce Plan, outre la justice & l'égalité qui s'y rencontrent, est la facilité & la simplicité de la perception; en effet, à l'exception de la capitation sur les esclaves attachés aux Poteries, Thuileries, Fours à chaux & Places à légumes ou à vivres, qui ne forme qu'un modique objet de 32000 l. tous les autres droits se percevront dans les Villes, sans déplacement,

sans frais, sans contraintes ; & il en résultera autant de facilité pour l'Administrateur des finances & les Receveurs , que de tranquillité pour les Colons.

Au moyen de ce Plan de Repartition , la comptabilité de l'Octroi sera encore plus facile, en ce que les Receveurs rendoient deux comptes séparés de la nouvelle & ancienne Imposition , & qu'il n'y aura plus qu'un compte à rendre des droits qui seront établis, ce qui sera sans doute réglé par l'Assemblée.

Ce Plan de Repartition exige peu de changemens dans les recettes , soit par rapport au nombre des Receveurs , soit par rapport aux lieux où ils sont établis : il paroîtroit assez juste d'examiner de nouveau les appointemens de ces Receveurs.

Deux autres objets relatifs aux Receveurs, qui peuvent mériter l'attention de l'Assemblée , sont, la fixation de la quotité de la caution pour chaque Receveur , & la fixation de la gratification consacrée par l'usage, que les Receveurs exigent pour chaque feuille d'expédition délivrée aux Capitaines , ou Patrons.

Nous croyons inutile d'ordonner que les Receveurs de l'Octroi , seront à la nomination des Conseils , ce droit est trop notoire pour le consacrer de nouveau. Nous croyons également inutile de rappeler la disposition par laquelle ces Receveurs doivent déposer au Greffe du Conseil dans le ressort duquel ils résident , le double de leur compte arrêté.

Les abus provenant des chargemens faits sous voile , exigent que l'Assemblée les proscrive , & qu'elle inflige des peines , ou prenne des précautions , pour les prévenir.

Nous finirons ce qui concerne la Repartition , par une Observation sur les quatre deniers pour livre retenus pour les Invalides , sur toutes les dépenses du Roi dans la Colonie. L'intention de Sa Majesté est que les droits perçus à S. Domingue, s'y employent & n'en sortent point : la retenue pour les Invalides , est directement contraire à cette intention. La France,

jusqu'en 1760, n'avoit point répété cet objet ; depuis elle l'a réclamé : il forme une somme immense, dont la Colonie est débitrice. Ne seroit-il pas à propos que l'Assemblée arrêtât, que le Roi seroit supplié de remettre à la Colonie ce qu'elle peut devoir jusqu'à présent pour les quatre deniers par livre pour les Invalides, & d'ordonner qu'à l'avenir ils ne seront plus retenus sur les dépenses de la Colonie ?

L'assemblée a arrêté qu'il seroit fait Registre du rapport des Commissaires, pour être délibéré, tant sur la Repartition, que sur les Arrêtés par eux proposés.

Du 9 Mars 1764.

L'ASSEMBLÉE des deux Conseils délibérant sur le Compte rendu par les Commissaires des deux Cours, le 15 février, & sur le Plan de Repartition par eux proposé : où sur le tout les Procureurs-Généraux du Roi, M. Desmé Dubuiffon portant la parole, a ordonné & ordonne ce qui suit ;

S Ç A V O I R ;

ARTICLE PREMIER.

TOUS les droits d'octroi ci-devant perçus dans la Colonie, à titre d'ancienne ou de nouvelle imposition, seront & demeureront supprimés, à compter du premier janvier dernier, & refundus en une seule & même imposition sur les objets ci-après détaillés.

I I.

TOUS les Indigos sortis de la Colonie sous cautionnement, depuis le 1^{er}. janvier dernier, & tous ceux qui en sortiront jusqu'au 1^{er}. janvier 1769 exclusivement, paieront un droit de sortie de six sols six deniers par livre net.

En conséquence, à compter du 1^{er}. juillet prochain, les chargemens d'indigos ne pourront être faits que dans des futailles de la proportion ci-après déterminée : sçavoir ;

1^o. Boucaud, de 3 pieds 8 pouces de hauteur au plus, 24 à 25 pouces de diamètre extérieur dans les bouts, & 7 pieds 8 à 11 pouces de tour par le milieu, ou de bouge, lequel sera réputé pour 700 liv. p^t. net, & ce sans égard aux différentes qualités d'indigos, & dont les droits seront payés en conséquence.

2^o. Barrique, 2 pieds 9 à 10 pouces de hauteur au plus, 21 à 22 pouces de diamètre extérieur dans les bouts, & 6 pieds 2 à 5 pouces de tour par le milieu, ou de bouge, sera réputée pour 330 liv. p^t. net, & les droits payés en conséquence.

Quart, de 26 à 27 pouces de hauteur, 15 à 16 pouces de diamètre extérieur dans les bouts, & 4 pieds 8 à 11 pouces de tour par le milieu, ou bouge, sera réputé peser 150 liv. net & les droits payés en conséquence.

Permet néanmoins, pour la facilité de l'arimage, de charger de l'Indigo dans des futailles de moindre volume que celles ci-dessus fixées, comme Ancre, Demi-Ancre, en, par les Chargeurs, inscrivant sur icelles le poids net de l'Indigo, & acquittant les droits en conséquence, à peine de confiscation.

I I I.

Tous les Sucres sortis de la Colonie sous cautionnement, depuis le 1^{er}. janvier dernier, & ceux qui en sortiront jusqu'au 1^{er}. janvier 1769 exclusivement, payeront un droit de sortie de 12 l. par chaque barrique créole de Sucre brut, & de 24 l. par chaque barrique créole de Sucre blanc.

Et pour fixer la jauge des futailles destinées au chargement des Sucres, ordonne qu'à compter du 1^{er}. juillet prochain, lesd. chargemens ne pourront être faits que dans des futailles de la proportion ci-après désignée : sçavoir ;

1°. Barique créole, pour Sucre brut, ou terré, 3 pieds 10 pouces de hauteur au plus, 26 à 27 pouces de diamètre extérieur par les bouts, & 8 pieds 8 à 11 pouces de circonférence par le milieu, ou de bouge, pour laquelle sera payé 12 l. pour le Sucre brut & 24 l. pour le terré.

2°. Barique moyenne, ou de Bordeaux, dans la même proportion que celle fixée pour la barique d'Indigo, paiera pour le Sucre brut 5 l. & pour le Sucre blanc 10 l.

Quart, aussi dans la même proportion que celle fixée pour le Quart d'Indigo, paiera pour le Sucre brut, 2 l. 10 f. & pour le Sucre blanc 5 l.

Sera en outre permis de charger des Sucres bruts, ou terrés, dans des barillages plus petits que ceux ci-dessus spécifiés, en, par les chargeurs, inscrivant sur lesdits barillages, le poids net de Sucre, & acquittant les droits à raison de 22 f. 6 d. par quintal de Sucre brut, & de 2 l. 5 f. par quintal de Sucre blanc, à peine de confiscation,

I V.

IL sera perçu sur tous les Caffés fortis de la Colonie depuis le 1^{er}. janvier dernier, & sur tous ceux qui en sortiront pendant les cinq années de l'imposition, un droit de 8 deniers par livre.

Ordonne, qu'à compter du 1^{er}. Juillet prochain, les charge-mens de Caffé, ne pourront être faits que dans des boucauds, bariques & quart de la même proportion que celle précédemment réglée pour l'indigo, & qui seront réputés peser le même poids pour le Caffé, & paieront les droits en conformité : sçavoir;

Le Boucaud de Caffé - - - - - 700 l. p^t. net.

La Barique de Caffé - - - - - 330 l. p^t. net.

Le Quart de Caffé - - - - - 150 l. p^t. net.

Permet néanmoins de charger des Caffés dans des petits barils, ou sacs de toile, qui ne pourront contenir plus de 150 liv. p^t.

p^r. chacun, à la charge que le poids net sera inscrit sur lesdits petits barils ou sacs, & que les droits en seront acquittés en conséquence, à peine de confiscation.

V.

SERA perçu un droit de dix-huit deniers par livre sur tous les Cotons sortis de la Colonie sous cautionnement, depuis le 1^{er}. Janvier dernier, & qui en sortiront jusqu'au premier janvier 1769, exclusivement.

A compter du 1^{er} juillet prochain, les chargemens de Coton ne pourront se faire que dans des Balles qui ne contiendront que trois aunes & demie de toile de Halle ou de Fougères, & des Ballotins qui ne contiendront qu'une aune & demie de la même toile. Les Balles seront réputées peser 260 livres de Coton, les Ballotins, 110 livres; & les droits en seront payés en conséquence.

Demeure néanmoins permis de charger du Coton dans des Ballotins plus petits, à la charge d'inscrire sur iceux le poids net, & d'en acquiter les droits en conformité, à peine de confiscation.

V.I.

LES Cuirs sortis sous cautionnement, depuis le 1^{er}. janvier dernier, & ceux qui seront exportés jusqu'au 1^{er} janvier 1769, exclusivement, paieront par chaque banette de Cuirs en poil, la somme de deux livres; & par chaque côté de Cuirs tannés, la somme de quinze sols.

VII.

SUR les gros Sirops & Taffias qui sortiront de la Colonie, jusqu'au 1^{er}. janvier 1769, exclusivement, il sera payé, sçavoir; un droit de 6 liv. par chaque Boucaud, & de 3 liv. par chaque barrique de gros Sirops; & un droit de 9 liv. par chaque boucaud, & un droit de 4 liv. 10 s. par chaque barrique de Taffia.

Lesdits boucauds de Sirop & Taffia, ne pourront contenir au-delà de 60 à 64 veltes; & les bariques au-delà de 30 à 32 veltes.

VIII.

A fait & fait très-expresses inhibitions & deffenses à tous Habitans, Négocians, Marchands, Capitaines de Navires, & à tous autres généralement quelconques, de charger, passé le 1^{er} juillet prochain, pour leur compte & celui d'autrui, des Indigos, Sucres bruts ou terrés, Caffés, Cotons, Sirops ou Taffias, dans des Futailles, Balles ou Ballotins de dimensions différentes que celles ci-dessus spécifiées pour chacune desdites denrées, à peine contre les Chargeurs, de confiscation desdites denrées, & contre les Capitaines, de 300 liv. d'amende, par chaque Futaille, Balle ou Ballotins non-conformes à la mesure ci-devant prescrite.

Les Futailles, Balles, Ballotins qui seront rendus aux embarcadaires, & qui ne seront point conformes auxdites mesures, seront également sujets à la peine de confiscation, après ledit tems fixé.

IX.

A fait & fait pareillement très-expresses inhibitions & deffenses à tous Capitaines de Navires, ou autres Bâtimens quelconques, de charger ou laisser charger à leurs bords, sous quelque cause & prétexte que ce soit, aucune denrée, de quelque nature qu'elle soit, après avoir retiré ses expéditions des Bureaux de l'Octroi & des Classes, sous prétexte de chargement sous voile; & ce, à peine de mille livres d'amende contre lesdits Capitaines, & de confiscation desdites marchandises.

Et pour assurer l'exécution du présent Article, Sa Majesté demeure très-humblement suppliée d'ordonner que lesdites amendes & confiscations, seront poursuivies, prononcées & exécutées à son profit dans les différens Ports du Royaume, sur la vérification qui en sera faite au Bureau du Domaine d'occident, dans le cas où lesdites peines n'auront pû avoir leur effet dans la Colonie.

X.

SERA établi, à compter du 1^{er}. janvier dernier, un droit de Capitation par chaque tête des négres ci-après désignés, sans distinction d'âge ni de sexe, conformément au Tarif ci-après réglé, lequel sera payé annuellement pendant la durée de la présente imposition, entre les mains du Receveur de l'Octroi : sçavoir ;

1^o Chaque Habitant cultivant des Vivres ou Légumes, ou possédant des Guildiveries éloignées des Villes & Bourgs, & non dépendantes de quelque Sucrerie, paiera annuellement par chaque tête de négre, la somme de quatre livres.

2^o. Les Habitans propriétaires des manufactures de Poteries, Tuileries, Briqueries, Fours-à-chaux, & ceux résidens dans les Bourgs, paieront annuellement, par chaque tête de négre attaché auxdites manufactures, ou à leur service, la somme de 12 l.

Les Habitans des Villes du Cap, Fort-Dauphin, Port-de-Paix, S. Marc, Port-au-Prince, Léogane, les Cayes-des-fonds, & S. Louis, payeront annuellement, par chaque tête de négre à eux appartenant dans lefdites Villes, la somme de 24 livres.

XI.

NE seront réputés Habitans à Caffé, Cacao, ou Coton, que ceux qui auront au moins 500 pieds de Caffé, 100 pieds de Cacao, ou 500 pieds de Coton, par chaque tête de négre.

XII.

Les exemptions précédemment accordées par Sa Majesté, continueront d'avoir lieu à l'égard de ceux qui seront dans le cas d'en jouir, & qui se trouveront assujettis à l'imposition dudit droit de Capitation.

Les Syndics des Villes, Bourgs & Quartiers, jouiront de l'exemption de huit de leurs Negres ; le Vérificateur des comptes,

de fix, & les Huissiers-Audienciers des deux Conseils, de quatre.

XIII.

TOUTES personnes résidentes dans la Colonie, de quelque qualité & condition qu'elles soient, seront tenues de donner tous les ans, comme par le passé, leurs recensemens, en la forme & maniere accoutumée, lequel sera reçu par le Syndic du lieu de leur résidence, qui les adressera à l'Intendant; le tout sous les peines prononcées par la Déclaration du Roi du 25 octobre 1744.

XIV.

LES Propriétaires des maisons des Villes du Cap, Fort-Dauphin, Port-de-Paix, S. Marc, Port-au-Prince, Léogane, Petit-Goave, les Cayes du Fond & S. Louis, paieront un droit de sept pour cent sur le produit annuel de leurs maisons, à compter du 1^{er}. janvier de cette année, jusqu'au 1^{er}. janvier 1769 exclusivement.

Ordonne à cet effet, que par des Commissaires, qui seront nommés dans les deux Conseils, il sera procédé au Rolle de repartition dudit droit, & qu'en conséquence les Propriétaires desdites maisons seront tenus de leur représenter les Baux-à-ferme de leurs maisons, pour celles qui sont louées, & qu'à l'égard de celles qui sont occupées par les Propriétaires, elles seront estimées par lesdits Commissaires, & que la taxe par eux ainsi faite, sera exécutée provisoirement.

Ordonne que les maisons desdites Villes, qui sont actuellement en construction, seront exemptes de ladite imposition pendant tout le tems de ladite construction, & un an après qu'elles auront été parachevées, à la charge par les propriétaires d'en faire leur déclaration pardevant lesdits Commissaires, faute de quoi, ils seront condamnés en une amende, qui ne pourra être moindre du double du droit auquel ils auroient été imposés.

Ordonné en outre , que dans le cas où il y auroit lieu d'accorder quelque diminution sur ledit droit, ou même des exemptions totales à quelques Propriétaires, dont les maisons auroient été incendiées ou renversées par force majeure, les Propriétaires se pourvoiront au Conseil Supérieur dans le ressort duquel sera située ladite maison , pour être statué sur ladite diminution ou exemption.

X V.

LA Ferme des Boucheries continuera d'avoir lieu dans la Colonie pendant le tems & durée de l'imposition , pour la viande de bœuf seulement , & conformément aux clauses ci-après.

1°. Il y aura trois Fermiers principaux ; l'un pour le Cap & le Fort-Dauphin ; le second pour le Port-au-Prince , S. Marc , le Petit-Goave & Jacmel ; l'autre pour S. Louis.

2°. La Ferme du Cap sera de cent cinquante mille livres par an ; celle du Port-au-Prince , de quatre-vingt mille livres , & celle de S. Louis , de cinq mille livres , sans pouvoir être augmentée , sous quelque prétexte que ce soit.

3°. Le prix de la viande sera le même pour le Roi & pour le public , & sera crié & adjugé au rabais pardevant les Juges royaux , conformément aux clauses & conditions de la Cartebannie qui en sera dressée à cet effet , & arrêtée par l'Intendant , le Doyen & le Procureur-Général de chaque Conseil dans son ressort.

4°. La Jurisdiction du Port-de-Paix & les Quartiers de Nipes , du fonds des Negres , de Jérémie & de Tiburon , ne feront point partie des Fermes générales ci-dessus établies ; & la fourniture de la viande sera adjugée dans les Sièges Royaux deditslieux , à celui qui se soumettra de la donner à meilleur marché.

5°. Les viandes de mouton & de cochon ne feront point partie de ladite Ferme ; & sera loisible à tout particulier d'en tuer , vendre & débiter indistinctement.

6°. La Police desdites Boucheries , pour ce qui regarde la viande à fournir aux troupes du Roi, appartiendra à l'Intendant ; & pour ce qui est de celle des Habitans , aux Juges de Police , dans les Villes & Banlieues ; & aux Syndics , dans les Quartiers , lesquels pourvoiront provisoirement aux abus , sauf à y être ensuite statué définitivement par les Conseils , sur les rapports qui en seront faits aux Procureurs-Généraux , par lesdits Syndics.

XVI.

Le droit de tenir Cabaret , pour le débit du Vin & de la Guildive , continuera d'être mis à Bail-à-ferme dans chaque Jurisdiction , pour le tems de la durée de l'imposition ; & sera ladite Ferme criée & adjugée à la chaleur des encheres , pardevant les Juges Royaux , sur les Cartes-bannies qui en seront arrêtées par l'Intendant , le Doyen & le Procureur-Général de chaque Conseil.

La Police desdits Cabarets , continuera d'être exercée dans les Villes , par les Officiers de Police ; & dans les Quartiers , elle appartiendra aux Syndics , de la même maniere que celle des Boucheries.

Sera loisible à tout particulier de tenir Cabaret , en payant au Fermier la somme de 150 liv. par an , pour le débit du Vin & de la Guildive ; & celle de 300 liv. lorsqu'il donnera à manger.

XVII.

Le droit de tenir Caffé , & Jeux non-prohibés , continuera pareillement d'être mis à Bail-à-ferme , dans la forme & de la maniere ci-dessus prescrites pour la ferme des Cabarets ; renouvelant en tant que besoin , toutes prohibitions & deffenses aux Fermiers , de donner à jouer des Jeux deffendus par les Ordonnances , & sous les peines y portées. Enjoint à tous Juges & Syndics d'y tenir sévèrement la main.

A réuni & réunit à la Caisse de l'Octroi, le produit annuel des Postes de la Colonie, lequel demeure évalué & fixé à la somme de quarante mille livres; laquelle sera versée tous les ans dans la caisse du Receveur de l'Octroi du lieu où résidera l'Intendant, sur une Ordonnance de recette qui sera par lui expédiée audit Receveur, sur les Directeurs desdites Postes, ou les Dépositaires des deniers en provenant: & sera ladite recette suffisamment justifiée par ladite Ordonnance, & l'ampliation des quittances desdits Directeurs ou Dépositaires des fonds des Postes.

Continueront néanmoins lesdites Postes d'être régies comme ci-devant, sous l'autorité de l'Intendant, lequel nommera & commettra les Directeurs, Inspecteurs, Commis, Courriers & toutes les personnes employées ou à employer au service desdites Postes; & qui aura seul le droit de régler leurs appointemens & la fixation de leurs cautionnemens.

Et au moyen de la réunion présentement faite à la caisse de l'octroi, du fonds desdites Postes, a confirmé & confirme en tant que de besoin, la fixation du prix actuel des ports de Lettres, lequel ne pourra être augmenté.

XIX.

IL sera payé entre les mains des Receveurs de l'Octroi, sur le produit de la vente des Negres, qui ont été ou seront introduits dans la Colonie depuis le 1^{er}. janvier dernier jusqu'au dernier décembre 1768, un droit de deux pour cent, à l'effet de quoi les Capitaines ou Négocians gérant les cargaisons de noirs, seront tenus de payer ledit droit de deux pour cent aux Receveurs de l'Octroi, qui leur en donneront quittance au pied d'un double du certificat d'introduction, délivré par les Officiers des Classes, en la maniere accoutumée, sur les extraits des ventes de leurs cargaisons, dûment certifiés d'eux, à peine, en cas de

fausse déclaration, de mille livres d'amende, & du double droit.

A fait & fait très-expresses inhibitions & deffenses à tous Capitaines ou Négocians de vendre les négres à bord de leurs bâtimens, & à tous Habitans & autres d'en acheter, & ce, à compter du 1^{er}. mai prochain, auquel effet lesdits Capitaines & Négocians seront tenus de faire descendre à terre la totalité de leur Cargaïson trois jours après la visite de santé, au plus tard, à peine de confiscation des negres ainsi vendus, & de 300 l. d'amende par chacun desdits negres, tant contre le vendeur que contre l'acheteur.

A arrêté que sur la caisse des droits municipaux de chaque Conseil, il sera incessamment construit des Halles closes dans les extrémités des Villes du Cap, Port-au-Prince & des Cayes, dans lesquelles il sera loisible aux Capitaines & Négocians, de déposer, sans rétribution, pendant un mois, les negres qu'ils auront à vendre : Ordonne que dans les autres Villes, lesdits Capitaines & Négocians se pourvoiront des logemens nécessaires pour la vente de leurs noirs, dans le quartier qui leur sera indiqué par les Officiers de Police; ce qui sera pareillement observé dans les Villes du Cap, Port au Prince & des Cayes, jnsqu'à l'entiere construction desdites Halles.

XX.

ORDONNE que les droits ci-dessus établis, seront perçus par douze Receveurs, qui tiendront en tout tems leurs Bureaux ouverts, & résideront dans les Villes du Cap, Fort-Dauphin, Port-dePaix, S. Marc, Port-au-Prince, Léogane, Petit-Goave, Jérémie, Cap-Tiburon, les Cayes, S. Louis & Jacmel.

A confirmé & confirme les Receveurs de l'Oâtroi, actuellement en exercice dans les endroits ci-dessus désignés, pour le tems qu'ils ont encore à exercer, ainsi que ceux nommés pour leur succéder à l'expiration des cinq années de leur exercice.

Ordonne

Ordonne que lesdits Receveurs jouiront annuellement des appointemens, & fourniront les cautionnemens ci-après réglés :

S Ç A V O I R ;

<i>DÉPARTEMENS</i> <i>des Receveurs.</i>	<i>APPOINTEMENS</i> <i>par an.*</i>	<i>CAUTIONNEMENS.</i>
Le Cap - - - - -	6000 l. - - - - -	150000 l.
Fort-Dauphin - - - - -	1800 l. - - - - -	30000 l.
Port-de-Paix - - - - -	1500 l. - - - - -	20000 l.
S. Marc - - - - -	1800 l. - - - - -	30000 l.
Port-au-Prince - - - - -	4000 l. - - - - -	80000 l.
Léogane - - - - -	1800 l. - - - - -	40000 l.
Petit-Goave - - - - -	2400 l. - - - - -	20000 l.
Jérémie - - - - -	1500 l. - - - - -	10000 l.
Tiburon - - - - -	1500 l. - - - - -	10000 l.
Les Cayes - - - - -	1800 l. - - - - -	50000 l.
S. Louis - - - - -	1800 l. - - - - -	30000 l.
Jacmel - - - - -	1500 l. - - - - -	20000 l.

En conséquence, les Receveurs ci-devant confirmés, qui n'auront pas fourni des cautionnemens aussi forts que ceux ci-dessus spécifiés, seront tenus de les compléter un mois après la publication du présent Arrêt, faute de quoi il en sera nommé d'autres en leur lieu & place.

Ordonne en outre que le Receveur du Port-au-Prince, sera tenu d'envoyer chaque année, dans le mois qui lui sera indiqué par l'Intendant, un Commis dans les Quartiers de l'Archaye & du Mirbalais, pour y faire les recouvrements du droit de capitation des negres, sans pouvoir prétendre aucune indemnité pour cette charge; & que le Receveur du Petit-Goave sera tenu

* Les frais de Perception & de Comptabilité de l'Imposition présente de quatre millions, ne monteront pas à un pour cent.

pareillement d'envoyer un Commis , pour faire de même les recouvrements dans le Quartier de Nipes , aussi sans indemnité.

Ordonne enfin que lesdits Receveurs rendront dorénavant , à la fin de chaque année , un seul & même compte de recette de tous les droits ci-dessus établis , sans distinction d'ancienne & de nouvelle imposition ; lequel sera arrêté en la manière accoutumée , & un double d'icelui déposé au Greffe du Conseil.

Enjoint à tous les Receveurs de se conformer exactement aux Edits , Ordonnances , Déclarations , Arrêts du Conseil d'Etat , & des Conseils Supérieurs , Mémoires du Roi , &c. concernant leurs fonctions , tenues de leurs bureaux , caisses & registres , &c. aux peines de droit.

Arrêté en outre , que Sa Majesté sera très-humblement suppliée , pour mieux assurer la perception des droits d'Octroi , & faciliter le commerce des Quartiers éloignés , d'établir un Bureau des Classes dans les Bourgs de Jérémie & de Tiburon , & d'ordonner que les droits de sortie seront , dans tous les tems , perçus dans les Bureaux de Léogane & des Cayes.

X X I.

P O U R faciliter le recouvrement des droits de capitation , & autres non encore rentrés , l'Assemblée a nommé trois Receveurs particuliers ; l'un au Cap , pour tout le ressort du Conseil ; l'autre au Port-au-Prince , pour les Jurisdictions du Port-au-Prince , S. Marc , Petit-Goave & Jacmel ; le troisième à S. Louis , pour la Jurisdiction de ladite Ville.

En conséquence , lors de l'Arrêté des Comptes des Receveurs de l'Octroi de l'année 1763 , il sera dressé un Etat général des Quittances restantes en nature entre leurs mains , lesquelles seront remises aux Receveurs ci-dessus nommés , sous leur récépissé au bas dudit Etat général , pour , chacun dans son ressort , en poursuivre le recouvrement ; & leur sera attribué , pour appoin-

temens , une commission de six pour cent sur le montant de leur recette effective , dont ils compteront en la maniere accoutumée.

Ordonne que le Receveur du Cap fournira une Caution de 15000 l. celui du Port-au-Prince , de pareille somme , & celui de S. Louis, une de 10000 l. & que lesdits Receveurs prêteront serment dans le Conseil de leur ressort : & pour lesdites recettes a nommé & commis, nommé & commet, au Cap, le Sr. Davy, Greffier en chef de l'Intendance ; au Port-au-Prince , le Sr. Bazin , ci-devant Receveur à l'Arcahaye , & à S. Louis, le Sr. Benech de Solon.

XXII.

A ordonné & ordonne que les droits d'Amendes , Epaves , Confiscations , Bâtardises , Deshérences , Biens vacants , &c. abandonnés par Sa Majesté pour être employés aux besoins de la Colonie , par son Ordonnance du 8 avril 1721 , continueront d'être régis & administrés dans la même forme que celle ci-devant observée , sous la direction de l'Intendant ; & les deniers en provenant , employés aux frais de Justice , & autres besoins civils de la Colonie.

Ordonne en outre , sous le bon plaisir du Roi , que les comptes des Curateurs aux successions vacantes , seront arrêtés par la suite , dans la même forme que celle observée pour les comptes des amendes , & conformément à l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , du 27 Janvier 1727 : & , pour donner une forme légale & régulière à l'Arrêté des comptes du Receveur général desdits droits , Sa Majesté fera très-humblement suppliée d'ordonner qu'ils seront arrêtés dans la forme prescrite par ledit Arrêt du Conseil d'Etat.

XXIII.

LE produit du Bac établi sur la riviere du haut du Cap , demeurera réuni, sous le bon plaisir du Roi , à la caisse municipale

du ressort du Conseil du Cap , après l'expiration du Brevet de don qui en a été fait au Sr. de la Porte. Demeurera pareillement réuni à la caisse municipale du ressort du Conseil du Port-au-Prince , le produit des Bacs de l'Artibonite & de l'Ester , pour être lesdits produits employés à la construction des Ponts à faire sur lesdites rivières , sous la direction de chacun des Conseils en son ressort.

XXIV.

LE droit de deux pour cent sur les adjudications & ventes faites à la Barre des Sièges Royaux , continuera d'être perçu dans le Ressort des deux Conseils ; & le produit de celui du Conseil du Cap , qui avoit été jusqu'à présent détourné de sa véritable destination , sera pareillement réuni à la caisse municipale , à compter du 1^{er}. janvier de cette année , pour être régi & administré sous la direction dudit Conseil , & suivant l'usage observé dans celui du Port-au-Prince , & être employé à l'ouverture & entretien des chemins , construction de ponts , chauffées , quais , calles , fontaines , &c.

XXV.

LES droits qu'il étoit ci-devant d'usage de taxer , pour la liberté des Mulâtres & Quarterons , demeureront supprimés , & Sa Majesté sera très-humblement suppliée de prohiber , par une Loi expresse , toute liberté accordée aux Esclaves par testament & ordonnance de dernière volonté.

XXVI.

TOUS les droits établis sur les passages par mer , tels que ceux de Limonade , la Petite-ance , Jacquezy , &c. seront & demeureront pareillement éteints & supprimés , à compter de ce jour , & tous baux-à-ferme passés en conséquence , seront annullés & résiliés.

Ordonne que les droits afferméés & perçus sans titre légal par

le Sr. de la Porte sur le passage de Limonade au Cap , seront par lui restitués en entier , & reversés dans la caisse du Receveur de l'O&troi du Cap , à la diligence du Procureur Général du Roi au Conseil Supérieur de ladite Ville.

XXVII.

POUR assurer & faciliter l'apurement des Comptes de l'O&troi & de tous les autres droits qui se perçoivent dans la Colonie , au profit de Sa Majesté , a ordonné & ordonne , sous le bon plaisir du Roi , qu'il sera établi un Vérificateur desdits comptes , dans le lieu où l'Intendant fera sa résidence , dont les fonctions , appointemens & émolumens seront fixés par un Règlement particulier qui sera fait dans la présente Assemblée ; & pour ladite vérification , a nommé & commis le Sr. Jauvin , demeurant au Cap.

XXVIII.

ET attendu la promesse faite par Sa Majesté , que tous les droits perçus dans la Colonie seroient employés aux besoins d'icelle , sera Sa Majesté très-humblement suppliée de supprimer en entier le droit des quatre deniers & six deniers pour livre , qui se retiennent sur les dépenses de la Colonie , au profit des Invalides de la Marine , comme contraire à ladite promesse , & nuisible à ses intérêts par l'augmentation qu'il introduit dans le prix des fournitures nécessaires pour son service.

XXIX.

ORDONNE qu'Expédition en forme du Procès-verbal de tout ce qui s'est fait en l'Assemblée des deux Conseils , ensemble du présent Arrêt , sera envoyé au Greffe du Conseil du Port-au-Prince , pour être transcrit sur les Registres d'icelui , & que ledit Arrêt sera lu & publié à l'Audience des deux Cours , imprimé & affiché partout où besoin sera , & que copies collationnées d'icelui seront adressées aux Jurisdctions ressortissantes aux deux

Conseils , pour y être enregistré , & pareillement lu , publié & affiché , à la diligence des Substituts des Procureurs-Généraux auxdits Sièges , lesquels seront tenus d'en certifier leur Cour respective au mois.

FAIT en l'Assemblée des deux Conseils Supérieurs de S. Domingue , tenue au Cap , le neuf Mars 1764.

Signé, DES PALLIERES , Greffier.

Du 12 Mars.

VU par l'Assemblée des deux Conseils l'article 27 de son Arrêt du 9 de ce mois , portant établissement d'un Vérificateur des comptes de la Colonie , en procédant au Règlement ordonné par icelui , sur ce , oui les Gens du Roi , M. Desmé du Buiffon , Procureur-Général au Conseil Supérieur du Cap , portant la parole , ensemble le rapport ; a ordonné & ordonne ce qui suit : sçavoir ;

ARTICLE PREMIER.

LES comptes des Receveurs des Oâtrois de la Colonie , tant pour le passé , que pour l'avenir , seront remis chaque année au Vérificateur établi par l'article 27 de l'Arrêt du 9 de ce mois , à l'effet d'être par lui examinés & vérifiés , pour ensuite être apostillés , signés & arrêtés par l'Intendant & deux Conseillers au Conseil du Ressort du Comptable.

I I.

IL fera attribué pour ce travail audit Vérificateur , la somme de trois mille livres par an , sur le fonds des Oâtrois accordés par la Colonie.

I I I.

LES Directeurs des différens Bureaux des Postes de la Colo-

nie , seront tenus pareillement de remettre leurs comptes tous les ans entre les mains du Vérificateur , à l'effet d'être par lui examinés , vérifiés & apostillés , pour être ensuite arrêtés par l'Intendant.

I V.

IL fera attribué pareillement , pour ce travail , audit Vérificateur des comptes , la somme de trois mille livres par an , qui lui sera payée par le Receveur-Général de la Colonie , sur les Ordonnances de l'Intendant.

V.

LES comptes des Receveurs des amendes , épaves , aubaines , bâtardises , deshérences , confiscations , & des Curateurs aux successions vacantes des différentes Jurisdictions de la Colonie , lui seront pareillement remis , pour être par lui examinés & vérifiés.

V I.

IL certifiera la vérification des comptes ci-dessus , fera & signera les apostilles de tous les comptes particuliers , lesquels seront ensuite arrêtés par l'Intendant & deux Conseillers du Conseil du Ressort du comptable , lesquels signeront , apostilleront & arrêteront les comptes généraux desdits Receveurs.

V I I.

ORDONNE en conséquence aux Receveurs de l'Oâtroi & Directeurs des Postes , d'envoyer dans le mois de janvier au Bureau de la Vérification , leurs comptes de l'année précédente , avec les pièces au soutien ; & aux Receveurs des amendes , épaves , aubaines , &c. & Curateurs aux successions vacantes , d'envoyer pareillement audit Bureau , dans les trois premiers mois qui suivront la fin de leur exercice , & même plus souvent , s'il est jugé nécessaire par l'Intendant , les comptes de leurs recettes & dépenses , avec toutes les pièces au soutien.

1847
VII.
LESDITS Receveurs & Directeurs dresseront un inventaire, ou bref-état des pièces par eux remises audit Bureau de la Vérification, au bas duquel ledit Vérificateur leur fournira son Récépissé.

I X.

SERA déposé au Bureau de la Vérification un des comptes généraux sus-énoncés, sans préjudice de celui qui doit être déposé au Greffe du Conseil, & de celui qui doit être remis au Comptable pour sa décharge. Le Vérificateur conservera aussi tous les comptes particuliers, & autant que faire se pourra, les pièces au soutien qui pourront être jugées nécessaires & utiles à garder.

X.

LES états de reprise provenans desdits comptes, seront dressés & signés par le Vérificateur, & visés par l'Intendant; & lesdites reprises remises, suivant l'usage, aux Receveurs en exercice pour en faire le recouvrement, & en rendre compte en tems & lieu, & les reconnoissances qu'ils en fourniront, resteront déposées au Bureau du Vérificateur, qui en donnera aux Receveurs ampliation signée de lui, pour les autoriser dans les recouvremens & poursuites nécessaires: & seront lesdites reconnoissances enrégistrées sur un registre qui sera à ce destiné, & qui sera signé, cotté & paraphé par l'Intendant.

X I.

TOUS les Receveurs actuels, & ceux qui seront nommés à l'avenir, seront tenus de remettre au Vérificateur une copie de leurs Commissions, ou de l'Arrêt qui les nomme, avec expédition en forme des cautionnemens par eux prêtés: de tout quoi ledit Vérificateur sera obligé de tenir par devers lui un état en bonne forme.

XII.

XII.

LES actes & certificats délivrés par le Vérificateur en sa qualité, feront foi en justice ; & il sera tenu de se conformer aux Ordonnances du Roi & Réglemens des deux Conseils concernant les différens Receveurs.

XIII.

LE travail du Vérificateur, pour la vérification de tous les comptes, autres que ceux des Octrois & des Postes, sera taxé au bas d'iceux par l'Intendant & les Commissaires qui arrêteront lesdits comptes ; & sera ladite taxe payée par le Receveur-Général de la Colonie.

XIV.

LE Logement & les Bureaux dudit Vérificateur, lui seront fournis aux frais du Roi, & payés par ledit Receveur-Général.

XV.

DANS le cas où ledit Vérificateur seroit obligé de refondre, ou de dresser en tout ou partie les comptes des Receveurs, ce travail extraordinaire lui sera payé par lesdits Receveurs, suivant la taxe qui en sera faite par l'Intendant & les Commissaires qui arrêteront lesdits comptes.

XVI.

LEDIT Vérificateur demeure autorisé à percevoir, pour chaque certificat qu'il délivrera, la somme de six livres, & celle de trois livres par rolle des comptes, dont les Parties demanderont des expéditions ; ce qui aura lieu, tant pour les comptes à venir, que pour ceux déjà rendus.

XVII.

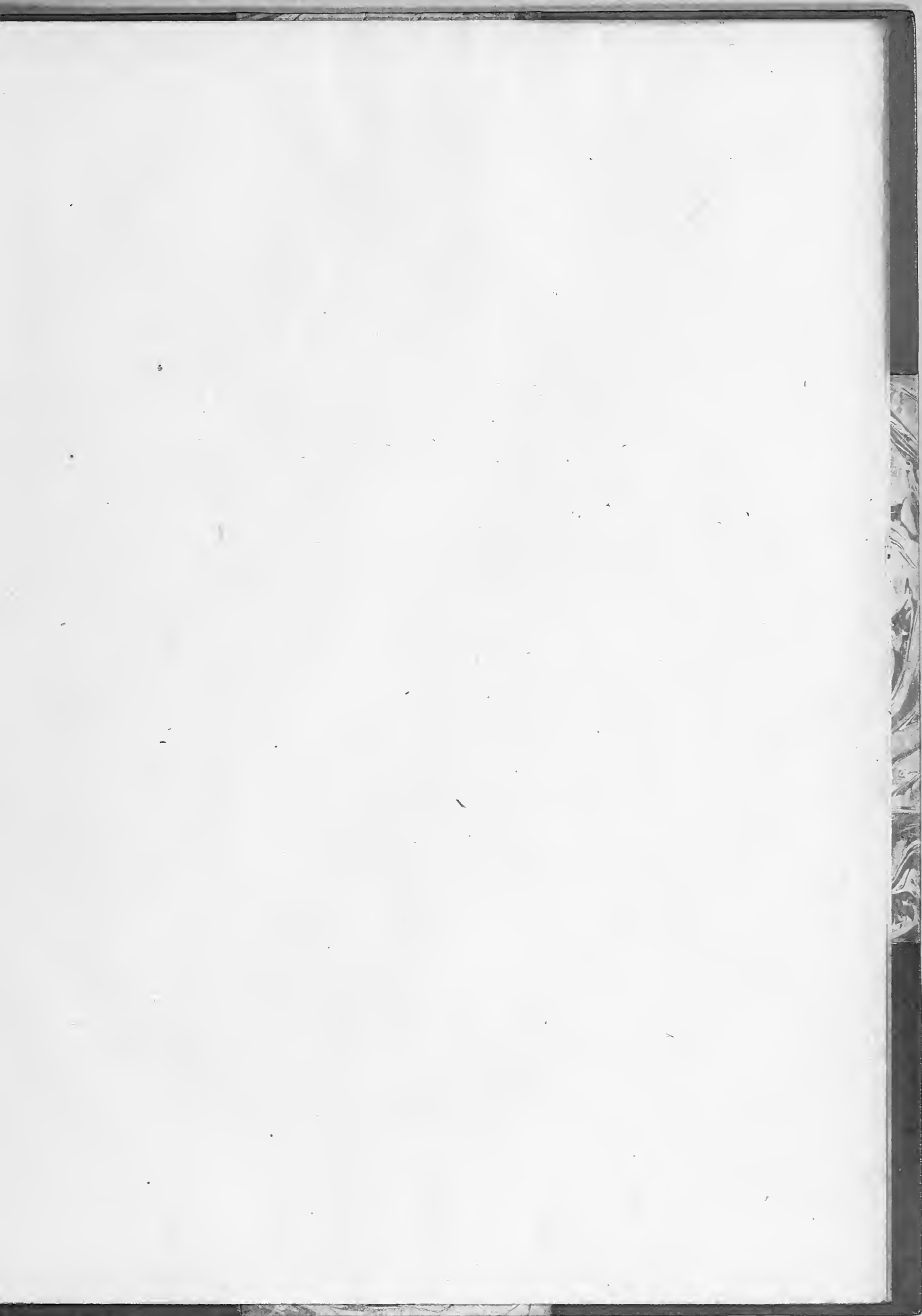
LEDIT Vérificateur sera nommé par le Conseil dans le ressort duquel résidera l'Intendant, où il se fera recevoir & prètera serment ; & dans le cas où sa place viendroit à vaquer pendant que

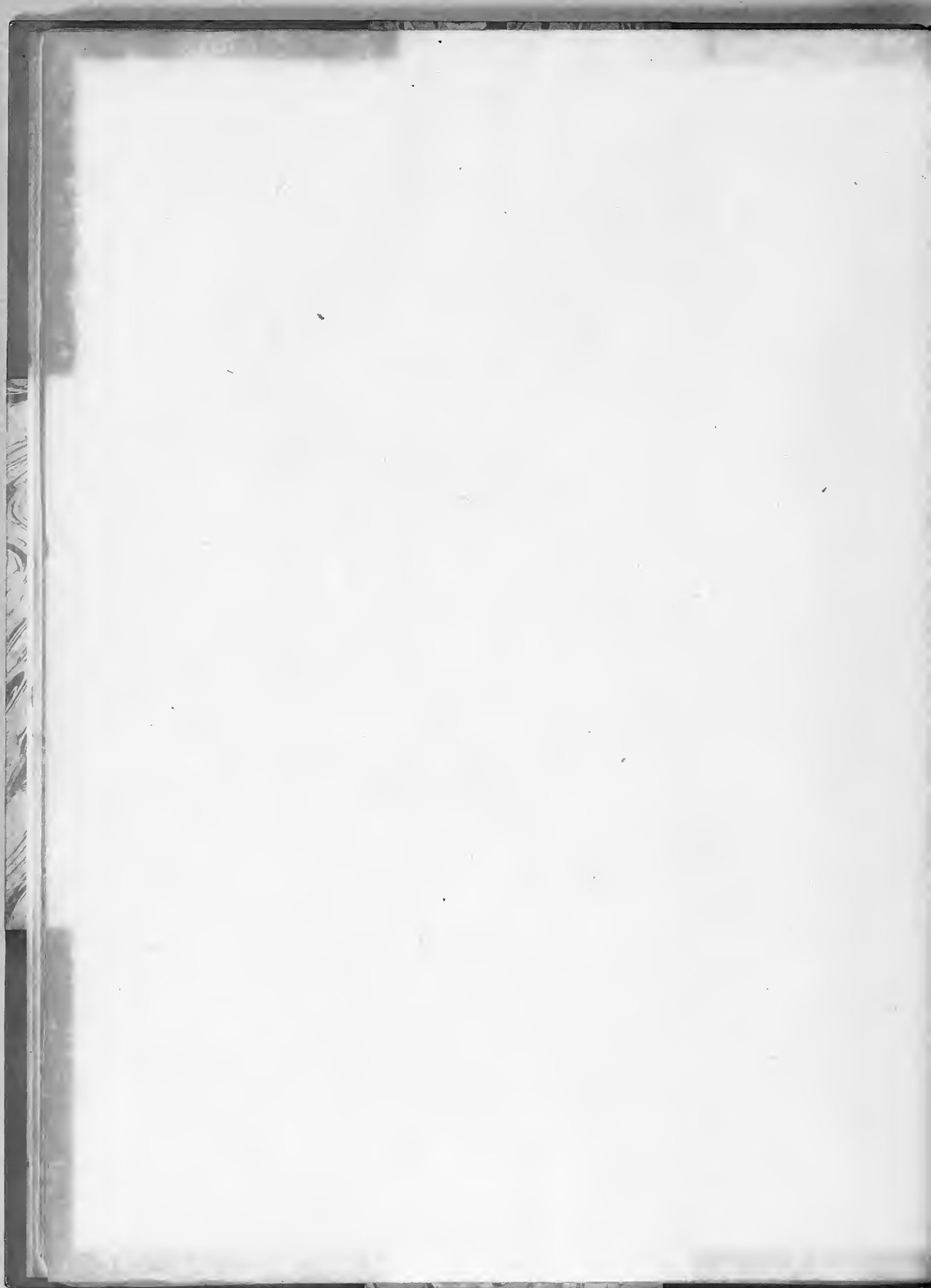
les deux Conseils seroient assemblés, il y sera pourvu par l'Assemblée, ainsi qu'il vient d'être pratiqué.

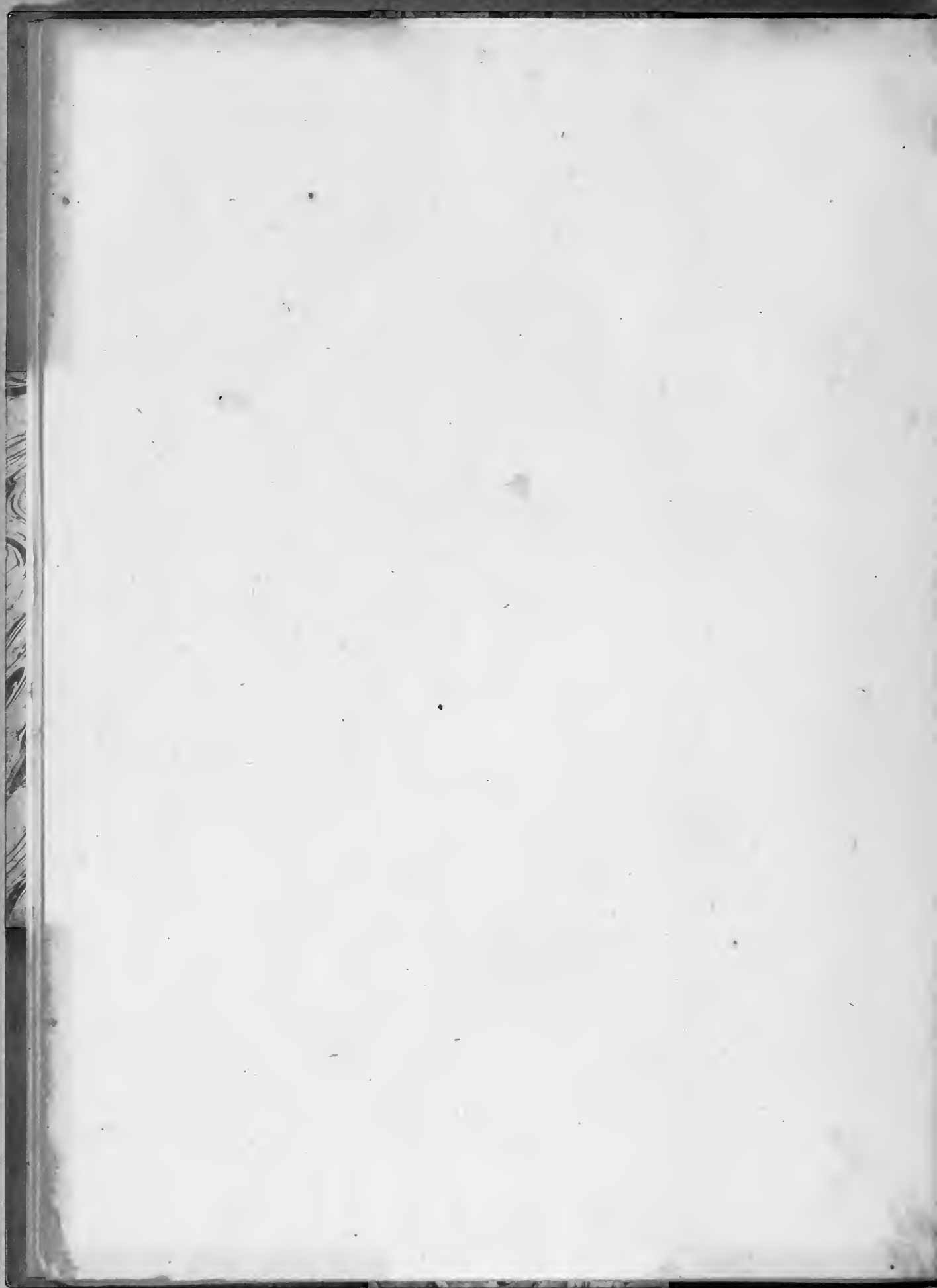
Ordonne que le présent Arrêt sera lu, imprimé, publié & affiché partout où besoin sera; & que copies collationnées d'icelui, seront adressées à Jurisdictions ressortissantes aux deux Conseils, pour y être enregistré, lu & publié à la diligence des Substituts des Procureurs-Généraux auxdits Sièges, lesquels en certifieront leur Cour respective au mois.

FAIT en l'Assemblée des deux Conseils Supérieurs de S. Domingue, tenue au Cap, le 12 mars 1764.

Signé, DES PALLIERES, Greffier.







EB
S137
1764
1
1-S12E

